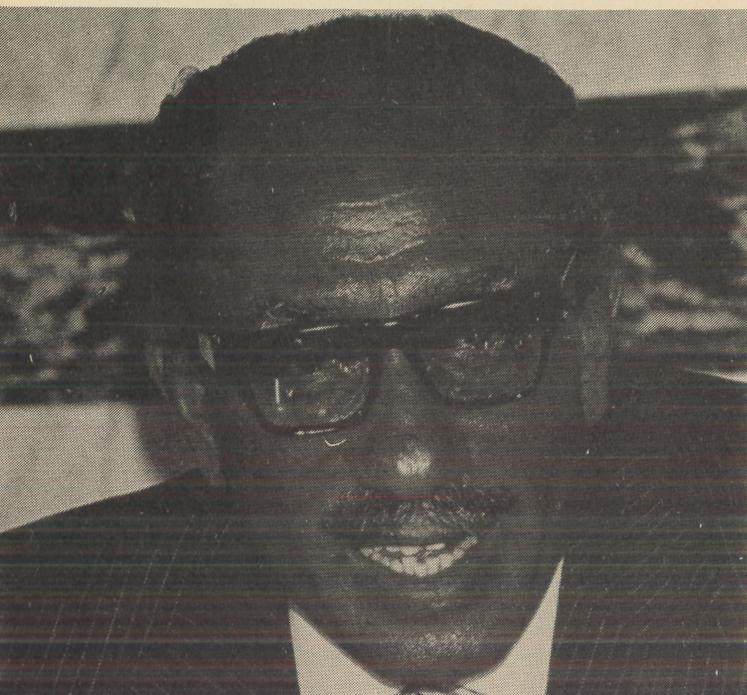


l'Impreccor

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 67, 10 février 1977

30fb, 4ff, 2,5fs



EGYPTE: L'ECHEC DE L'«INFITAH»

PORTUGAL: L'AUSTERITE DE SOARES



Mandel répond à S. Williams

inprecor



correspondance de presse internationale
n° 67, 10 février 1977



rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements

Normal	Collectivités	Etranger
1 an 300 ff	200 ff	500 ff
6 mois 150 ff	100 ff	250 ff
3 mois 80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensald, sans aucune autre mention.
Eviter les mandats internationaux.
Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.
S. P. N. Service Abonnement,
2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

**quotidien communiste
révolutionnaire**

Le format du prochain numéro d'Inprecor sera différent à cause d'une amélioration de l'impression. Vu les changements techniques que cela nécessite, le prochain numéro sera imprimé et diffusé le 8 mars 1977.

sommaire

EGYPTE L'échec de l'infitah Jon Rothschild	page 2
DEBAT Sur la route de Samara Ernest Mandel	page 12
PORTUGAL L'austérité de Soares George Buarque	page 17
VIETNAM Le 4ème congrès du PCV Pierre Rousset	page 24
ESPAGNE Venceremos! Document	page 29

ABONNEZ-VOUS !

INPRECOR, 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale - Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale publié en français, allemand, anglais et espagnol - Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte Courant n° 210-0320173-28. POUR LA FRANCE, libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.

EGYPTE

L'ECHEC DE L'INFITAH

Jon ROTHSCHILD

Un hebdomadaire égyptien rapportait récemment qu'un riche marchand accompagné de trois membres de sa famille avait dépensé 950 livres égyptiennes en une seule soirée pour s'amuser dans une des "night clubs" les plus célèbres du Caire. Homme généreux, il laissa 50 livres de pourboire au maître d'hôtel et au reste du personnel. Cet hebdomadaire ajoutait que pour gagner 1.000 livres égyptiennes, il faudrait un mois de travail à 83 travailleurs touchant le minimum légal de 12 livres égyptiennes par mois.

Le nom du "night club" n'était pas mentionné dans l'article. On a appris, par l'intermédiaire de "International Herald Tribune" que plusieurs de ces endroits sont actuellement "temporairement fermés" à la suite de la descente effectuée le 19 janvier par plus de 1.000 paysans dans ces quartiers. Ils les vidèrent de leur nourriture et de leur boisson et les incendièrent. Il s'agit entre autres de l'Auberge des Pyramides, du Ramsès d'El-Liel et de l'Arizona. Ces "night clubs" sont le symbole de l'ampleur effarante de l'inégalité sociale régnant en Egypte. Ils furent la cible privilégiée des milliers de paysans et d'étudiants qui sont descendus dans les rues des principales villes égyptiennes les 18 et 19 janvier, quelques heures après l'annonce faite par le gouvernement de la suspension des subsides accordés pour une série de produits de première nécessité. A Alexandrie, les dockers en colère ont mis à sac la demeure du Vice-président en fonction, Husny Mubarak. A Assouan, qui se trouve à 1.200 kilomètres du Caire, les manifestants ont brûlé les gigantesques portraits érigés pour la venue de Tito dont la visite officielle a été annulée. Au Caire, le siège de l'Union socialiste arabe a été détruit.

Ce n'est pas la première fois que la colère populaire éclate en Egypte ces dernières années, mais tous les observateurs sont d'accord pour dire que cette émeute avait un caractère particulier.

D'après J. P. Péroncel-Hugoz, dans "Le Monde", "les violentes bouffées de mécontentement populaire dues à la dégradation du pouvoir d'achat, par exemple, le 1er janvier 1975 ou durant le ramadan de 1975, n'avaient pas vraiment pris un tour politique. Ce n'est pas le cas des troubles de ces jours-ci, au cours desquels, la foule s'en est prise aussi bien au dan-

dysme' du Rais qu'à sa politique d'ouverture économique 'faite sur le dos des pauvres'. 'Nous avons faim' ont scandé les manifestants sous les fenêtres des banques étrangères représentées de nouveau en Egypte. L'embrasement des villes de province confère également à la situation l'allure d'une insurrection générale." (21.1.71).

Le FMI et les subventions aux prix

Le détonateur de ces événements résida dans l'acceptation par le gouvernement, le 17 janvier des exigences du FMI visant à la suppression des subsides destinés à bloquer les prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Le premier résultat de cette décision, fut une augmentation immédiate des prix; le propane en bonbonne, largement utilisé pour la cuisine et le chauffage allait augmenter de 46%, l'essence de 31%, les cigarettes de 12%, la farine de 63%, le riz de 16%, la viande de 26%. Les premières réactions se firent jour le 18 janvier, à Alexandrie. Plus tard dans la même journée, une foule nombreuse, massée sur la place de la Libération au Caire, tenta de marcher sur l'Assemblée nationale aux cris de "Nous ferons baisser les prix, même au prix de notre propre vie". La police réagit durement, les manifestants se défendirent. La bataille était engagée. A la fin de la journée, les grèves et les manifestations s'étaient étendues à Hérouan, Assouan et à d'autres villes de la Haute Egypte, ainsi que dans tout le delta du Nil, à Masurah, Zagazig, Faqus et d'autres villes. Vers la fin de la journée, la police commença à tirer sur les manifestants. Les universités furent fermées et les étudiants renvoyés chez eux. Un couvre-feu de 13 heures fut décrété au Caire, à Alexandrie et à Suez. La police avait pour consigne de tirer à vue.

Cependant les mesures d'intimidation n'eurent pas l'effet escompté. Le 19 janvier, dans l'après-midi, la place de la Libération au Caire était noire de monde. Il s'agissait de milliers de jeunes. La foule refusa de se disperser à l'heure du couvre-feu et se mit à scander : "Nous mourrons de faim de toute manière Sadata, alors tue-nous plutôt avec des balles". C'est ce qu'il fit. Pour la première fois en 25 ans, l'armée fut utilisée massivement contre les civils. Le Caire était en fait occupée mili-

tairement et les combats se prolongèrent dans la nuit. Les chiffres officiels font état de 75 morts et quelque 800 blessés. Les chiffres officiels, certainement plus près de la vérité, font eux état d'au moins trois fois plus de victimes. Au moins deux mille arrestations furent effectuées. Mais le gouvernement fut contraint de reculer. Tard dans la journée du 19 janvier, les subventions durent être rétablies.

La décision du gouvernement de suspendre les subventions aux prix semblait avoir été expressément étudiée pour déclencher une explosion sociale. Comme l'avait démontré la Pologne l'année dernière, il suffit de porter un coup brutal et subit au niveau de vie de la majorité de la population pour faire exploser tout le mécontentement accumulé au niveau social et fournir ainsi aux masses un point de convergence de leur colère. Il faut cependant remarquer qu'un facteur supplémentaire a joué en Egypte. Si l'augmentation des prix était demeurée en vigueur, on aurait assisté, non seulement à une baisse du niveau de vie des masses, mais aussi à une dégradation telle des conditions de vie que les travailleurs, les paysans et les populations urbaines se seraient retrouvés au bord de la famine.



Seize dollars par mois

En Egypte, le revenu moyen par habitant est approximativement de 5 livres par semaine. Le salaire minimum officiel est de 12 livres par mois (environ 16\$). Une simple comparaison de ce chiffre avec les prix courants en ma-

tière de denrées et de produits de première nécessité permet de se faire une idée des conditions de vie de l'Egyptien moyen. Une paire de chaussures vaut 5 livres; la viande coûte 2 livres le kilo. Les loyers pratiqués dans les quartiers populaires sont en moyenne de 15 livres par mois et il faut en général attendre jusqu'à 5 ans pour en obtenir un ! Pour l'ensemble du Caire, la population par pièce disponible est de 2,5 personnes. La population de la ville est passée de 4 millions à 7,5 millions en l'espace de 15 ans (la grande agglomération du Caire compte plus de 11 millions d'habitants).

Cependant, les services disponibles n'ont pratiquement pas progressé même au niveau le plus élémentaire. Les autobus du Caire prévus pour 80 passagers en transportent souvent au moins 200 ! On estime que les augmentations de prix dues à la suppression des subventions auraient accru de quelque trois livres le budget alimentaire mensuel d'une famille moyenne du Caire. Des articles comme la viande et les chaussures de cuir sont déjà hors de portée pour les travailleurs égyptiens. La suppression des subventions aurait placé les denrées de base dans la même catégorie.

Les prix augmentent déjà de manière alarmante du fait de l'inflation. Le taux d'inflation est calculé sur la base d'un index se référant au budget familial d'un foyer prix en 1965/66. Le "Financial Times" décrit cet index dans les termes suivants : "Il s'agit d'un maigre panier de la ménagère composé de quelques marchandises dont la plupart sont à prix contrôlés". Même sur cette base, l'indice des prix à la consommation augmenta de 30% durant les trois années précédant la fin de 1975. Cependant, le taux réel d'inflation auquel une famille de la classe ouvrière a dû faire face au Caire ou à Alexandrie est évalué pour cette période à quelque 25% par an. Le taux actuel d'inflation est de 30 à 50% par an.

La situation n'est guère meilleure pour la classe moyenne. Le salaire de base moyen pour un diplômé d'université est de 25 à 30 livres par mois. L'économie ne parvient pas à créer des postes pour ces catégories au rythme de 30 à 40.000 par an. Il en résulte que "la plupart doivent se résigner à croupir dans des emplois d'Etat peu attirants - certains ministères emploient jusqu'à 4 personnes pour effectuer le même travail - et ils n'ont d'autre chose à faire que passer des journées entières assis derrière leur bureau et se plaindre du coût de l'entretien de leur famille avec les salaires de misère qu'ils touchent" ("International Herald Tribune" du 24 janvier 1977). Un fonctionnaire de cette catégorie doit "hypothéquer ses revenus sur 10 ans s'il veut pouvoir payer l'acompte pour un appartement en dessous de la moyenne aux prix actuels". ("Financial Times" du 28.06.76). Cet acompte se résume essentiellement au versement au propriétaire du "pas de porte". Il s'agit bien en fait d'un pot de vin. Il faut ensuite compter que

ce fonctionnaire doit dépenser entre 2.500 et 5.000 \$US pour meubler cet appartement. Dans ces conditions, il est évident que les diplômés tendent à rester chez leurs parents, même s'ils trouvent un emploi.

L'Etat ne publie aucun chiffre de chômage, mais les évaluations officieuses le situent jusqu'à 3,5 millions sur une population totale de 40 millions d'habitants (dont plus de la moitié a moins de 20 ans). Au moins un million et peut-être même 3 millions de travailleurs égyptiens ont quitté le pays en quête d'un emploi. Des milliers d'autres survivent dans les bidonvilles qui ne cessent de s'étendre autour des grandes villes.



Si les conditions d'existence sont dramatiques dans les villes celles des campagnes le sont peut-être encore plus. L'espérance de vie est encore de moins de 40 ans. Le taux d'analphabètes est supérieur de 70% à ce qu'il était il y a 10 ans. On estime que 60 à 70% de la population souffre de bilharziose, due à un ver se trouvant dans les eaux stagnantes et s'infiltrant dans les veines du corps humain. Il en résulte une anémie qui rend les victimes de cette affection particulièrement vulnérables aux diverses maladies mortelles, ce qui explique que l'expérience de vie soit aussi courte.

On a vu se répéter au cours des trois dernières années des explosions de colère populaire au sujet de cette situation sociale générale. En septembre 1974, il y eut une grève à Héliouan, zone industrielle située au Sud du Caire. Le 1er janvier 1975, des milliers de travailleurs, dont certains avaient participé aux grèves d'Héliouan, se heurtèrent à la police qui tentait de les empêcher d'atteindre l'Assemblée du Peuple. En mars 1975, une vague de grèves atteignit le secteur des industries textiles à Mahalla el-Kubra, ceinture industrielle située au Nord du Caire. En août 1976, des émeutes éclatèrent dans les bidonvilles du Caire. L'été dernier à Damietta, un conflit du travail se transforma en assaut contre les édifices publics et en grèves. En septembre 1976, quelques jours après la réélection de Sadate à la présidence, les chauffeurs d'autobus se mirent en grève au Caire. Dans les campagnes, on enregistre des cas toujours plus nombreux de résistance paysanne face aux propriétaires terriens et à la dégradation sociale dans son ensemble.

Mais ces explosions périodiques, bien que causées par des conflits économiques et sociaux,

constituent aussi des réponses - même indirectes - à la politique menée par le régime de Sadate. On l'a vu particulièrement bien cette fois. A côté de l'Egypte des ghettos urbains des campagnes misérables, on trouve celle du marché noir, des contrebandiers, des banquiers et des spéculateurs, et celle des bureaucrates. Cette Egypte de Sadate-là, d'après des chiffres officiels, a donné naissance à 500 millionnaires. C'est l'Egypte de Sadate, de son régime et de l'orientation qu'il lui a donnée.

L' "Infitah" de Sadate

Depuis le début de 1974, la politique économique égyptienne a été déterminée par l' "Infitah", c'est-à-dire l' "ouverture" proclamée par Sadate juste après la guerre d'octobre 1973. Fondamentalement, "l'infitah" représente une nouvelle étape dans la dé-nassérisation de l'Egypte, processus qui fut en fait entamé par Sadate dès le printemps de 1971, six mois à peine après la mort de son prédécesseur. En début mai de cette même année, la première mesure ouverte fut prise avec l'épuration de la tendance "gauche" nassérienne, dirigée par Ali Sabry, un des membres fondateurs de l'organisation des officiers libres de Nasser. Au cours de l'été 1972, les experts militaires soviétiques furent expulsés d'Egypte afin d'initier une politique de réorientation majeure vers l'impérialisme US.

Début 1973, Sadate commença à élaborer des mesures économiques destinées à favoriser le secteur privé de l'économie. C'est alors qu'il prit les premières dispositions de démantèlement des nationalisations opérées par Nasser.

L'objectif de cette politique - qui est une entité économique et politique - était de sortir de l'impasse dans laquelle l'échec du nassérisme avait conduit le pays. Le projet nassérien de construction d'une Egypte indépendante, affranchie du contrôle de l'impérialisme avait échoué économiquement. Avec le secteur d'Etat en crise, le secteur privé ne parvenait pas à prendre son envol, en raison des contraintes que lui imposaient les concessions nassériennes au mouvement de masse et son option pour la primauté du secteur public. L'alliance politique et militaire de Sadate avec Moscou s'était montrée totalement inefficace en ce qui concerne la libération des territoires égyptiens occupés par l'armée israélienne depuis la guerre de 1967. L'impasse politique et économique faisait monter le mécontentement social au moment où le nassérisme commençait à perdre son emprise idéologique sur le mouvement de masse.

La réplique de Sadate fut de changer d'orientation. Il se tourna vers l'impérialisme US comme allié principal, assurant la récupération des territoires occupés par Israël et permettant d'ouvrir l'économie égyptienne à la pénétration impérialiste occidentale. Il fallut cela en partie pour consolider la nouvelle alliance politique et aussi pour poser la base d'une reprise économi-

que fondée sur le redressement du secteur privé. Il était cependant nécessaire de progresser prudemment.

Les gains sociaux obtenus par les masses sous le nassérisme ne pouvaient être niés et il était évident qu'elles résisteraient à toute tentative de revenir en arrière. Parallèlement, l'impérialisme US se montrait peu impressionné par les revirements du Caire en matière de politique étrangère et ne faisait guère pression sur Israël pour qu'il fasse des concessions au Caire. Une bonne année de politique étrangère pro-impérialiste - juillet 72 à l'automne 73 - n'avait donné aucun résultat. Par contre, l'économie dérivant entre une dé-nassérisation partielle et le maintien des restrictions pour le secteur privé courait à la catastrophe. Sadate a dit plus tard que le pays était alors au seuil de la faillite, sans une piastre de monnaie forte ! Les découverts sur les comptes courants atteignaient 261,3 millions de livres en 73, soit une augmentation de 25% par rapport à 1972. Le remboursement des dettes et le règlement des obligations de crédit aux fournisseurs représentaient 30% du montant du commerce extérieur. Le taux de croissance moyen annuel du PNB ne dépassait pas 3%, à peine plus que le taux de croissance de la population.

Le déclenchement de la guerre d'octobre en 1973 permettait de reprendre des forces dans ce processus de dé-nassérisation. Politiquement, elle servait à forcer la main de l'impérialisme US et à débloquer la situation diplomatique. Economiquement, elle permettait de recevoir une infusion massive d'aide en provenance des pays arabes producteurs de pétrole (730 millions de \$ US). Les revenus de ces derniers s'étant d'ailleurs prodigieusement améliorés grâce à la montée en flèche du prix du pétrole après la guerre.

Tirant profit du succès politique obtenu lors de cette guerre, Sadate s'empessa de capitaliser sur sa popularité retrouvée pour prendre des mesures économiques majeures dans le cadre de sa nouvelle politique. C'est alors que "l'infitah" fut proclamé. Une série de dispositions accompagnaient cette déclaration pour créer la base d'une expansion qui devait survenir rapidement, alimentée par l'expansion dans le secteur privé.

- En février 1974, 3 décrets furent publiés, créant des organismes aptes à canaliser les investissements privés et à empêcher les nationalisations.
- Des "zones franches" furent instaurées le long du canal de Suez, exemptant d'impôts les entreprises qui s'y implanteraient.
- Les entreprises venant investir en Egypte se voyaient accorder des franchises fiscales allant de 5 à 8 ans dans l'ensemble du pays. Les banques d'investissement étaient dispensées de contrôle de devises. En juin 1974, une loi sur les investissements autorisa les investissements étrangers dans l'industrie, la métallurgie, les

banques et les assurances (ces secteurs étaient auparavant des secteurs nationalisés). En outre, les citoyens égyptiens obtinrent la permission de devenir les représentants d'entreprises étrangères.

"Le franchissement"

En juillet 1974, le gouvernement promulga un plan économique de "franchissement" appelé ainsi en souvenir du franchissement du canal de Suez par les troupes égyptiennes. Ce plan devait constituer la base d'un plan quinquennal de développement jusqu'en 1980. Ce plan aurait dû remettre sur pied l'économie égyptienne et la rendre indépendante dans tous les domaines, sauf celui des besoins en capitaux où les faiblesses auraient été comblées par les investissements étrangers et les prêts comme les dons consentis par les pays arabes producteurs de pétrole. Ce "plan de franchissement" fut annoncé à grands renforts de publicité et suivi en 1975 par une nouvelle série de mesures de "libéralisation". On peut le résumer comme suit : "le 28 juillet 1975, une nouvelle loi abolit les institutions publiques qui avaient servi d'appareil de coordination et de contrôle dans le cadre du plan quinquennal. Elles seront remplacées par des Conseils supérieurs dans chaque secteur, ne jouant aucun rôle dans la planification et n'ayant aucun pouvoir budgétaire; ce serait des structures entièrement consultatives. En même temps, les conseils administratifs des compagnies du secteur public sont transformés par l'inclusion d'experts en provenance du secteur privé. Diverses entreprises publiques se voient rendre leur autonomie. Elles pourront désormais élaborer leurs propres projets, plans et investissements sans aucune référence obligatoire à un organisme central de la politique économique.

Le ministre des finances, Ahmed Abu Ismail l'a dit clairement : "Le gouvernement est lancé dans une politique de portes ouvertes. Une des priorités centrales a été la dissolution des institutions publiques, l'octroi de la liberté absolue de modifier leur administration et de balayer tout obstacle à la réalisation de cet objectif. Toute institution qui ne parviendrait pas à atteindre cet objectif serait considérée comme un poids inerte et liquidée". (in "New Left Review" n°98, juillet-août 1976 - Sadat's Egypt).

Ce projet fut d'ailleurs étendu plus tard par la permission accordée aux entreprises publiques de vendre des actions à des particuliers. Le gouvernement explique que l'intention de cette réforme était de donner aux travailleurs le goût des avantages de la propriété privée. Avec 12 livres par mois de salaire, il ne reste pas grand chose pour se constituer un porte-feuille d'actions.

Les mesures de libéralisation de 1974 et 1975 furent l'objet d'une grande publicité dans les campagnes financées par le gouvernement et destinées à attirer les investissements de capital étranger. Cette campagne continue d'ailleurs aujourd'hui.

La plupart de ces appels étaient et sont encore centrés sur le projet grandiose de développement de la zone du canal de Suez (les zones franches) et de la construction de quatre villes entièrement nouvelles dans un rayon de 50 kms autour du Caire : il s'agit du "Dixième jour du Ramadan", nouvelle ville industrielle sur la route du Caire à Ismailia, de "Sadate-ville" au Nord, de la "Ville du Roi Khalid" au Sud et d'une quatrième ville sur la route du Caire à Suez. Le second aspect majeur de ce plan de construction, qui comme par hasard, sera administré par Osman Ahmed Osman (ministre de la reconstruction et propriétaire d'une des plus importantes compagnies de travaux publics du monde arabe, récemment devenu le beau-frère de Anouar el Sadate), est fondé sur les projets d'élargissement du canal de Suez, destiné à permettre aux super-pétroliers de l'emprunter, le percement de trois tunnels sous le Nil pour relier le Sinaï à la rive orientale du Canal et la reconstruction des villes de Port Saïd, Ismailia et Suez, qui furent détruites lors de la guerre d'agression israélienne de 1967 et évacuées jusqu'à la signature du second accord de désengagement du Sinaï en septembre 1975.

Voilà le projet économique de "Infitah". Le vieux rêve nassérien d'une Egypte moderne et anti-impérialiste est remplacé par un nouveau rêve, prétendument plus réaliste, d'une Egypte capitaliste moderne connaissant un développement industriel rapide, fondé sur une alliance économique et politique entre le capital impérialiste et une bourgeoisie propre connaissant un nouvel essor.

La faillite du régime Sadate

L'échec d' "Infitah", aussi évident que la faillite du nassérisme, ouvrit la voie aux mesures qui déclenchèrent le soulèvement de janvier. On trouve cinq facteurs essentiels à la base de la crise économique que l'Infitah ne fut pas capable de résoudre : l'accroissement du déficit de la balance des paiements; l'augmentation du déficit de la balance commerciale; le manque de capitaux et d'approvisionnement en matières premières, pièces détachées, avec ses conséquences sur le fonctionnement de l'industrie; l'état de décrépitude des infrastructures; la stagnation de l'agriculture.

Les statistiques globales pour 1976 ne sont pas encore disponibles actuellement (et, si l'on en juge par la compétence habituelle de la bureaucratie d'Etat, elles ne seront pas disponibles avant longtemps !). Sur la base des informations disponibles jusqu'à la fin de 1975, et des informations partielles pour 1976, on peut tirer un bilan général de la situation de ces 5 facteurs en 1976 :

1. Déficit de la balance des paiements

Le déficit courant de la balance des paiements en 1975 atteint presque 4 fois le niveau de 1973 (et le niveau de 73 était déjà considéré comme catastrophique). L'endettement a plus que doublé. "La différence entre ces deux situations ré-

sidait dans la disponibilité de surplus considérables en provenance des pays arabes producteurs de pétrole et, dans une moindre mesure, des USA. Cependant, après avoir accordé quelque 3 milliards de dollars jusqu'à la fin de 1975 et prêté plus d'un milliard à des taux de faveur, les producteurs de pétrole ont clairement indiqué qu'il y a des limites aux quantités d'argent qu'ils sont prêts à engloutir sans conditions dans ce qu'ils voient devenir un gouffre insatiable". (Richard Johns "Financial Times", 28.6.1976). La source principale de ce déficit en augmentation constante est à chercher dans les dépenses militaires, les emprunts et le service de la dette civile et militaire, les subventions aux produits de base (évaluées à un milliard de livres pour 1976). La dette militaire est théoriquement gardée secrète, mais pratiquement, toutes les évaluations la situent aux environs de 7 milliards de dollars. Le seul facteur positif dans la balance des paiements de 1975 fut le résultat positif au niveau de la balance des services, résultat de la combinaison des revenus issus du tourisme et des versements effectués par les Egyptiens travaillant à l'étranger.

La source principale à laquelle le gouvernement égyptien s'accroche pour éviter de sombrer est le Gulf Development Fund, dont les contribuables sont l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats unis et le Qatar. Fin 1975, Sadate réclama entre trois et quatre milliards de dollars, sous forme d'aide au développement pour les années fiscales 1976 et 1977. Cette requête fut ensuite élevée à 10/12 milliards pour le plan de développement 1976/1980 ! Dans l'euphorie de l'infitah en 1975, le gouvernement approuva une série de projets avant même d'avoir trouvé le moyen de les financer. Il fallut donc recourir à des emprunts à court terme (avec des taux d'intérêts allant jusqu'à 22%). L'euphorie, sinon la propagande étant retombée, on est revenu à une autre forme de politique en la matière : trouver d'abord les fonds et ensuite approuver les projets.

Les prévisions gouvernementales pour le plan 1976/80 portent sur un milliard de dollars, dont 8 milliards seraient à charge de gouvernements étrangers et d'organismes de financement impérialistes. Les pays du Golfe devraient fournir le reste, Le Gulf Development Fund n'a finalement accepté de fournir que deux milliards de dollars. En outre, un accord portant sur 506 millions de livres, signé en fin 1976, n'a même pas permis de couvrir le déficit prévu de la balance des paiements pour 1976. Bref, les perspectives de redressement de la balance des paiements sont nulles.

2. Le déficit commercial

Le principal journal du capital financier britannique donnait les mêmes conseils en ce qui concerne le déficit commercial : "L'Egypte connaît en ce moment le déficit commercial le plus grave de toute son histoire. En outre, tous les signes tendent à annoncer une aggravation de cette situation, à moins de réussir à imposer les limites draconiennes à la consommation". Le

total des exportations pour 1965 atteignait environ 550 millions de livres, tandis que les importations dépassaient 1,5 milliards de livres. Il en résulte un déficit de 950 millions de livres. Les exportations de produits de base ont baissé de 100 millions de livres en 1975 comparé à 1974. Le prix des importations de denrées intermédiaires a doublé dans la même période, atteignant en 1965 la somme de 619 millions de livres. Les importations industrielles sont passées de 213 millions de livres en 1974 à 286,4 millions de livres en 1975, tandis que les exportations industrielles sont passées dans la même période de 226,1 millions de livres à 230,8 millions de livres. Le solde est donc devenu négatif. Cette situation a dû s'aggraver en 1976, puisque le volume des exportations a certainement stagné, tandis que les importations ont augmenté d'environ 353 millions de livres.

3. Carence d'investissements et sous-utilisation

La sous-utilisation de l'appareil productif est un problème structurel de l'économie égyptienne. Le point le plus bas fut enregistré en 1973, quand la sous-utilisation atteint globalement 35% des capacités installées, avec des pointes de 60% dans certains secteurs. La situation s'est quelque peu améliorée depuis les investissements de 230 millions de livres dans le cadre du plan de transition de 1974/75. Elle demeure néanmoins défavorable; le secteur industriel ne participait que pour 20% dans le PNB en 1975, ce qui se situe en dessous des objectifs gouvernementaux. Les pénuries de fournitures (matières premières, produits semi-finis) dues tant à la pénurie de devises qu'aux perturbations du marché mondial ont gêné la production, même dans certaines usines modèles. Le complexe sidérurgique de Hérouan, construit par l'URSS, n'a produit que la moitié du quota fixé pour 1975. En partie à cause de la crise industrielle, les capitalistes égyptiens préfèrent investir dans l'immobilier et la construction. Il en résulte qu'en dépit des stimulants accordés au secteur privé, la production industrielle privée a continué en 1975 à ne représenter qu'un quart de la valeur totale, comme par le passé.

4. L'infrastructure

L'infrastructure égyptienne est connue pour son état de délabrement. C'est une des raisons principales pour lesquelles les investissements étrangers sont demeurés limités, malgré les efforts du gouvernement pour les attirer dans ce secteur. La ville du Caire en est un des exemples les plus frappants. Les entreprises multinationales qui ont établi leurs bureaux dans cette ville ont dû attendre des mois avant d'avoir le téléphone. Elles ne l'ont obtenu qu'après avoir versé des sommes importantes sous forme de pots de vin aux fonctionnaires responsables. En outre, l'installation du téléphone n'est que le premier des problèmes qui surgit. En effet, il n'existe aucune garantie qu'un téléphone installé sera apte à fonctionner. D'après divers journaux, à la fin de 1976, de nombreuses compagnies qui avaient transféré leurs bureaux de Bey-

rout au Caire, attendaient la fin du conflit avec impatience car les communications de Beyrouth fonctionnaient mieux en pleine guerre que celles du Caire en temps de paix !

L'absence d'infrastructure fut aussi un des obstacles majeurs à la mise en chantier du grand projet gouvernemental d'aménagement du Canal de Suez. Les compagnies qui s'étaient empressées de prendre des options pour s'installer dans les "zones franches" de "Suez City" apprirent, à leur grande déconvenue qu'il n'existait pas de télex entre Suez et Le Caire (sans parler d'un télex entre Le Caire et le reste du monde). Le résultat de cette anarchie peut se mesurer en comparant le nombre de projets approuvés et le nombre de compagnies qui ont commencé à payer les loyers dans les secteurs de stockage et d'entrepôts de marchandises. Ceci est aussi valable pour les projets industriels en "zone franche", 232 projets avaient été approuvés en 1976 mais seuls 55 d'entre eux sont effectivement en chantier.

5. L'agriculture

57% de la population égyptienne vit de l'agriculture qui emploie 47% de la main-d'œuvre. Elle représente 31% du PNB et près de 50% des revenus d'exportations (20% du total des revenus de l'exportation sont attribuables à la vente de coton). En 1975, l'agriculture, pour la première fois, induit un solde négatif de la balance avec des exportations s'élevant à 275,1 millions de livres et des importations dépassant 440 millions de livres. Le riz, deuxième produit agricole exporté, n'a fourni en 1975 que 40% des revenus de 1974, en raison surtout de la réduction des surplus exportables causée par une augmentation de la consommation interne. Est-ce donc par simple coïncidence que le riz figurait dans les produits qui ne bénéficieraient plus de subventions depuis juin 1977 ?

Ainsi, l'agriculture, pilier traditionnel de l'économie égyptienne est devenue un fardeau pour cette dernière au lieu de permettre une entrée de devises. La production augmente de quelque 2% par an, ce qui est inférieur au taux de croissance de la population.

De nouveaux millionnaires

En résumé, la politique de l'infitah n'a permis de résoudre aucun des problèmes fondamentaux de l'économie égyptienne. Au contraire, la plupart se sont aggravés de façon alarmante au cours des dernières années. Ceci n'est cependant pas fait pour surprendre. Ahmed El Ghandour, ministre adjoint de l'économie expliquait récemment à Andrew Lycett d' "African Development" :

"Pendant longtemps, l'économie égyptienne n'a pas été intégrée dans l'économie développée occidentale. Cette situation eut des effets négatifs sur les résultats de notre économie. Nous avons été privés de trois éléments décisifs : l'utilisation de la technologie occidentale à grande échelle, du capital étranger pour accroître les ressources

liées à notre épargne nationale et l'opportunité de devenir efficaces et de mobiliser nos propres ressources de main-d'œuvre. Toute notre politique fiscale et monétaire devrait être tournée vers l'intégration de l'économie égyptienne dans l'économie internationale".

En fait, cela signifie l'intégration dans la crise de l'économie capitaliste internationale. Tous les problèmes structurels de l'économie égyptienne sont exacerbés par cette crise générale du système capitaliste. Dès lors, toutes les tentatives des dirigeants égyptiens de résoudre les problèmes économiques - même ceux qui se posent à court terme - signifient fondamentalement qu'ils doivent intensifier leurs attaques contre la progression de la consommation, contre les positions sociales et économiques des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie urbaine.

Etant donné que ces couches sont déjà dans une situation déplorable, une telle politique ne manquera pas de provoquer une résistance. Mais l'intensité de la résistance est accentuée par un fait que les masses peuvent déjà observer. Alors que l'infatigable n'a pas permis de résoudre la crise économique, il a ouvert la voie à l'enrichissement de la bourgeoisie et permis à une mince couche de petits bourgeois d'entrer dans la bourgeoisie. Ce processus est des plus évidents dans le premier cas, car c'est la bourgeoisie qui fut la première à profiter de la libéralisation. L'accès à la bourgeoisie de cette mince couche issue de la petite-bourgeoisie est due à l'accroissement de la marge de manœuvre acquise grâce à la liquidation progressive des structures nassériennes. Dans plusieurs cas, l'accumulation primitive prend racine dans la spéculation et la corruption qui, bien sûr, existaient déjà sous Nasser, mais ne disposaient pas de débouchés simples favorisant leur transformation en accumulation de capital.

Les bureaucrates haut placés, qui accumulaient auparavant des masses de livres en pots-de-vin sont en mesure actuellement d'investir cet argent (jadis immobilisé) pour acheter des actions d'entreprises dénationalisées. Lorsque ces actions rapportent suffisamment pour assurer un revenu, le bureaucrate cesse de l'être et devient spéculateur, contrebandier ou capitaliste. Dans de nombreux cas, des éléments de la petite-bourgeoisie, sont parvenus à s'enrichir en offrant leurs services à des officiels de compagnies multinationales dans le besoin. Un exemple qui est courant fut relevé récemment dans la presse occidentale. Au Caire, un haut fonctionnaire déménagea sa famille de son appartement meublé dans un quartier de classes moyennes. Le loyer s'élevait à 45 dollars par mois. Après avoir installé sa famille dans un dortoir bon marché, il sous-loua son appartement au vice-président d'une compagnie américaine pour mille dollars par mois. La compagnie de ce dernier payait !

Naturellement, après avoir touché son loyer pendant plusieurs mois, le fonctionnaire se rendit au Liban et s'y lança dans des transactions

lucratives qui doublèrent son avoir et lui permirent de financer un second voyage. Il avait alors accumulé assez d'argent pour quitter son emploi au gouvernement et emménager avec sa famille dans un appartement situé dans un quartier plus résidentiel que le précédent.

Cette manière de procéder - à une échelle bien supérieure - a permis à l'Egypte de "produire" 500 millionnaires. Il s'agit de l'illustration d'une des leçons fondamentales de la théorie marxiste : tant que l'Etat demeure bourgeois, les nationalisations, quelle que soit leur ampleur ne représentent à long terme qu'une contribution de l'Etat au développement de secteurs particuliers et à la stimulation de la création d'une richesse qui peut ensuite être revendue - il suffit d'un décret - au secteur privé. Dans un Etat bourgeois, même des moyens de production et de distribution nationalisés deviennent en fin de compte des instruments destinés à enrichir la classe bourgeoise. Le nassérisme avec sa combinaison de démagogie nationaliste et ses concessions effectives aux masses laborieuses a masqué cette vérité fondamentale pendant des années. L'infatigable de Sadate a fait tomber le masque. Actuellement, l'appauvrissement continu des masses se combine ouvertement avec l'enrichissement de quelques-uns. A son tour, ceci fusionne avec une politique étrangère ouvertement pro-impérialiste.

Cette combinaison de facteurs apparaissant au grand jour a permis au mouvement de masse d'acquiescer une nouvelle combativité, et en a accru le caractère explosif.

La politique du gouvernement

Bien que le couvre-feu soit levé au Caire depuis le 22 janvier, les parachutistes continuent à assurer les patrouilles dans les grands centres. Cependant, acculé à faire des concessions sur les augmentations de prix, Sadate doit encore faire face tant à la crise économique qu'il fut tout de même à l'origine de cette explosion populaire qu'aux problèmes politiques de la réponse à fournir après cette montée du mouvement de masse.

Dans le domaine économique, il a lancé un appel désespéré aux Etats-Unis et aux pays arabes producteurs de pétrole. Dès le 1er janvier, "El Ahram" lança une attaque à peine voilée contre les pays du Golfe. Il les accusa de dispenser plus facilement leurs conseils que leur argent. Un titre de première page de "El Ahram" du 21 janvier, se référant aux réactions de la presse arabe, disait : "l'Egypte en a assez du soutien moral !" "El Ahram" du 24 janvier, contenait un rapport volumineux sur les décisions prises par Sadate après ses consultations avec divers chefs d'Etat. Il promettait de suspendre "le projet économique envisageant les augmentations de prix, afin de ne pas encourager les saboteurs et de trouver de nouvelles sources et moyens d'approvisionnement à travers un plan global de réformes économiques." Aucune mesure concrète n'a été mentionnée. Une seule chose est certaine : le budget militaire ne serait pas ré-

duit et les prix ne seraient pas augmentés. Au fond, ce message était une menace à l'intention de l'impérialisme international et des pays producteurs de pétrole, dont les conseils avaient amené le régime au bord du gouffre. Il est impossible, dit Sadate, d'augmenter les prix ; en même temps, il insiste sur le besoin immédiat de 2,5 milliards de dollars. Il semble que le message ait été entendu. Le ministre des Finances du Qatar, le Sheik Thani, dont le pays est l'un des principaux apporteurs de capitaux au Gulf Development Fund, est arrivé au Caire le 24 janvier pour discuter des modalités. On indiquait au Caire le 1er février, que le FMI était tombé d'accord pour prêter immédiatement 140 millions de dollars à l'Egypte et 450 autres dans les trois ans à venir. Sadate aurait promis en échange d'arriver à une stabilisation économique sans toutefois que des mesures précises aient été annoncées. On considère qu'il est peu probable que Sadate soit en mesure de répondre aux exigences du FMI, mais l'octroi de ce prêt serait tout de même significatif. "Cela signifierait", d'après "Newsweek", "que les créanciers occidentaux de l'Egypte sont prêts à sacrifier des principes économiques et des pratiques monétaires saines pour garantir la stabilité politique du régime égyptien." (7.02.77).

Autrement dit, un accord temporaire a été conclu, permettant à la crise économique de s'approfondir, tandis que les attaques au niveau de vie des masses se développent de manière plus progressive et moins provocatrice.

Il faudra cependant plus que de l'argent pour garantir la stabilité politique du régime égyptien. On l'a vu clairement lorsque le régime a pris des mesures répressives. Le gouvernement s'est immédiatement lancé dans une campagne dénonçant les "saboteurs communistes" comme étant responsables de l'explosion de colère populaire. Quatre organisations furent particulièrement visées et nombre de leurs membres furent arrêtés lors des rafles du 19 et du 20 janvier : le Parti communiste égyptien, clandestin; le Parti communiste ouvrier égyptien; le Courant révolutionnaire; le Mouvement du 8 janvier. "El Ahram" du 21 janvier, prétendit fournir la preuve que le Parti communiste ouvrier égyptien était l'instigateur principal de toute l'affaire. On y publiait des reproductions de tracts prétendument confisqués lors de perquisitions dans les appartements de deux étudiants, Yahya Mahbrouk Shoubashi et Mo'az Rmeih, accusés d'être membres de cette organisation. "El Ahram" accusait ce groupe, scission centriste du PC, d'avoir fomenté un complot pour mettre le Caire "à feu et à sang". Cependant, les tracts publiés n'avaient rien à voir avec le terrorisme. Il s'agissait au contraire de dénonciation de la politique de l'Etat égyptien, surtout de son alliance avec l'impérialisme et de sa politique envers le monde arabe. Les tracts contenaient des dénonciations du rôle de la force arabe de dissuasion envoyée au Liban.

Il semble qu'ils furent distribués au cours des manifestations des 18 et 19 janvier. Le Parti

communiste ouvrier égyptien, aussi bien que le Courant révolutionnaire, autre scission de gauche du PC, sont l'expression d'un phénomène se développant lentement mais régulièrement. Il prend naissance essentiellement dans le mouvement étudiant égyptien. Depuis plusieurs années surgissent des groupes gauchistes qui, bien que confus politiquement, et souvent attirés par diverses variétés de maoïsme ou de centrisme, ont rejeté le nassérisme tout en s'opposant à l'évolution à droite de la classe dominante égyptienne. Les arrestations massives, effectuées entre le 18 et le 22 janvier dans les milieux universitaires intellectuels, étaient clairement destinées à écraser ces organisations qui semblaient toutes s'être relativement bien préparées à intervenir lors de mobilisations populaires.

Cependant, l'extrême-gauche n'était pas la seule cible du gouvernement. Les membres du Rassemblement progressiste unioniste (RPU), le parti de gauche légal dirigé par Khaled Mohieddine, furent aussi attaqués. Le RPU est un produit de la libéralisation politique qui a accompagné l'infitah. Sadate autorisa l'année dernière la formation de trois forums au sein de l'Union socialiste arabe, seul parti politique légal depuis l'époque nassérienne. Les membres de ces trois forums - gauche, droite et centre - et des indépendants furent autorisés à se présenter aux élections d'octobre dernier à l'Assemblée populaire. Après ces élections, Sadate déclara que ces trois forums étaient désormais des partis indépendants et que l'Egypte s'était engagée sur le chemin du retour à la démocratie pluraliste.

Il va sans dire que les prétentions démocratiques de Sadate étaient fausses. Mais il serait néanmoins erroné de voir dans ce nouveau pluralisme une simple manœuvre démagogique. Il est certain que les élections étaient truquées, ne serait-ce que dans la mesure où la presse qui reste sous le contrôle de l'USA apporte son soutien unanime au forum du centre de Sadate, qui s'octroya la part du lion lors de ces élections. Mais, selon tous les commentaires, ces élections ouvrirent un débat politique authentique qui permit à l'opposition, pour la première fois en plus de 20 ans, d'organiser des meetings de masse ouverts et légaux. La campagne électorale fut fort mouvementée. Certains candidats de l'opposition et même des indépendants furent élus à l'Assemblée.

En réalité, l'opération politique qui a donné naissance à trois partis politiques, n'est que le reflet de la politique économique de l'infitah. Il n'y a pas lieu de douter que le programme global de Sadate a pour but véritable la construction d'une Egypte bourgeoise moderne. L'attraction de capitaux étrangers et la stimulation du capital national privé exigent la dissolution, même graduelle, de la bureaucratie nassérienne. Cette optique requiert à son tour la création de structures alternatives de domination politique : d'un côté, les organisations à travers lesquelles la bourgeoisie naissante peut s'exprimer, et de l'autre, des formations de gauche qui peuvent

canaliser et contrôler le mouvement de masse tout en servant de soupape de sûreté à l'opposition à la politique gouvernementale.

Ce processus transitoire extrêmement délicat place le régime devant un dilemme. D'une part, la gauche légale doit vivre sous une menace suffisante pour qu'elle refuse de se lier au mouvement de masse d'une manière active. D'autre part, la suppression effective de la gauche légale priverait le régime d'un allié dont il aura un besoin croissant à l'avenir.

Donc, d'un côté Sadate accusa le RPU d'avoir une responsabilité dans les émeutes au même titre que les saboteurs communistes. D'après les sources du RPU, 108 de ses membres furent arrêtés dans les jours qui suivirent immédiatement les manifestations. De nombreux dirigeants se trouvaient parmi ces derniers, y compris par exemple Muhammed Mustafa Bakri, un des principaux dirigeants syndicaux du RPU. De l'autre, le RPU eut la possibilité de répondre aux attaques gouvernementales, dans la mesure où ces réponses contiennent aussi des dénonciations des "manifestants violents". Ainsi, Khaled Mahieddine, dans une déclaration publiée dans la presse gouvernementale affirme : "Il se peut que les masses exprimèrent un sentiment identique à celui de notre parti, mais ce fut pas notre parti qui les incita à le faire. Si les mêmes slogans furent lancés à travers le pays, c'est parce que le problème, de nature politique, est le même partout." En outre, il concéda que "certains membres" du RPU avaient pris part aux manifestations. Il dénonça cependant la violence des masses.

Du côté gouvernemental, Sadate insista sur le fait qu'il n'était pas question de revenir au système nassérien de parti unique. Titrant en rouge sur huit colonnes à la une, "El Ahram" du 24 janvier citait Sadate : "Nous ne renoncerons pas à la liberté; nous ne revendrons pas à une optique unique". La campagne pour l'extension de la version sadatienne de la démocratie continua parallèlement à la dénonciation des "saboteurs communistes". Le rapport contenant la promesse de Sadate de ne pas augmenter les prix, faisait état de professions de foi dans l'évolution démocratique qui ne sont pas sans rappeler par le ton celles de Suarez en Espagne : "les nouvelles expériences démocratiques ne doivent pas être altérées par des événements fomentés par de mauvais éléments cherchant à faire revenir le pays à une situation où s'exprime une seule orientation."

"El Ahram" commentait le rapport en ces termes : "le président a invité les partis à rester vigilants et à se préparer à éliminer les quelques éléments qui ne croient pas à cette juste démocratisation et à la paix pour qu'ils ne tombent pas dans des erreurs qui les amèneraient à répéter celles des partis d'avant la révolution (avant 1952). La conclusion de "El Ahram" au sujet des décisions de Sadate est la suivante : "Enfin, pour le bien et la sauvegarde de la dé-

mocratie, gardant la foi dans la liberté d'opinion, cette opinion et cette liberté doivent s'exercer dans le cadre de la légalité."

La stratégie politique du gouvernement est donc bicéphale : une répression sévère et une chasse aux sorcières contre les éléments d'extrême-gauche qui pourraient potentiellement traduire la détermination des masses à lutter activement contre la bourgeoisie; une tactique combinée de répression sélective et d'intégration de la gauche légale qui doit servir à l'avenir de canalisateur et de soupape de sûreté. L'application de cette stratégie sera difficile. Il faut avancer sur une corde raide. David Hirst fait l'observation suivante : "Il ne fait pas de doute qu'un important réveil politique est en progression rapide en Egypte et que Sadate doit ou bien laisser faire, ou bien se tourner vers une répression d'une ampleur et d'une sévérité qui ne lui permettraient pas de maintenir longtemps cette pression. La revendication de meilleures conditions de vie - ou plutôt la réunion des conditions de survie - accompagne la revendication de démocratie et de liberté d'expression."

Ce réveil politique, ajoute-t-il, met en mouvement des secteurs dangereux, "le mouvement syndical par exemple, est encore officiellement contrôlé par des dirigeants qui le sont plus par loyauté au système que par le soutien des travailleurs. Mais leur position est sapée de l'intérieur par des éléments radicaux. Lors d'une conférence syndicale, qui s'est tenue au début du mois de janvier, les radicaux ont réussi à faire passer une condamnation de 'l'infitah des exploités et des fraudeurs' et l'adoption d'une revendication pour l'augmentation du salaire minimum de 12 à 20 livres par mois". ("Guardian").

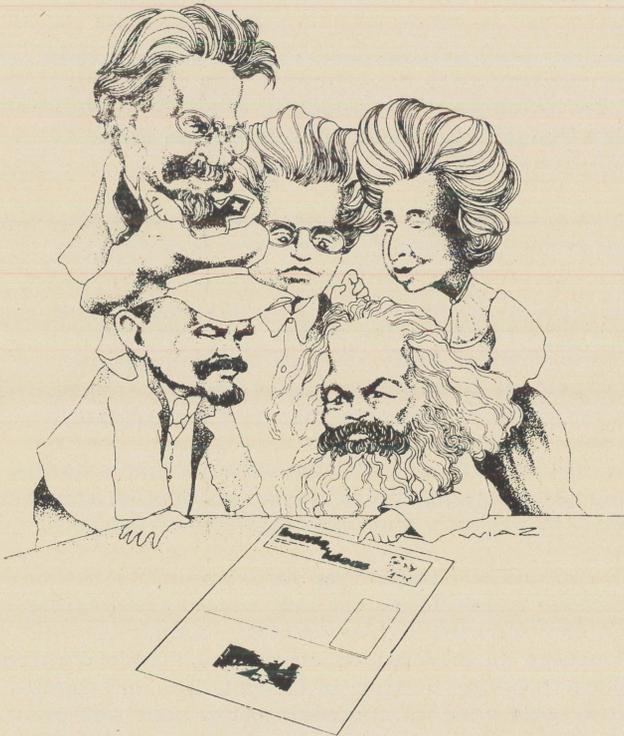
La perspective est donc celle d'une crise économique et de soulèvements politiques permanents. Si le nassérisme confirma de manière frappante l'incapacité du nationalisme bourgeois le plus radical à résoudre les tâches qui sont historiquement celles de la révolution démocratique bourgeoise, le sadatisme, excroissance logique de la faillite du nassérisme, et représentant à la fois son dépassement et sa négation, confirme l'incapacité de la bourgeoisie des pays semi-coloniaux à remplir ces mêmes tâches en stimulant l'émergence d'un capitalisme "classique".

La rupture de Sadate avec la politique socio-économique nassérienne est tout aussi irréversible que son tournant en direction de l'impérialisme au niveau de la politique étrangère. Il n'a d'autre alternative que d'aller de l'avant. Le seul résultat de cela sera un discrédit accru pour son projet global. Une nouvelle période s'ouvre donc dans l'histoire de l'Egypte qui comprend plus de la moitié de l'ensemble de la classe ouvrière arabe. Elle posera de nouveaux problèmes et ouvrira de nouvelles perspectives au mouvement ouvrier au moment où le centre de gravité de la révolution arabe se déplace à nouveau vers son axe logique, l'Egypte.

sur la route de Samara...

Shirley Williams, ministre de l'Education dans le cabinet Callaghan, est l'un des principaux porte-parole de la droite travailliste en Grande-Bretagne. Le 21 janvier dernier, elle a prononcé un discours tout entier consacré à une attaque contre le trotskisme, discours qui a reçu une très large publicité dans la presse britannique. Le quotidien libéral "The Guardian" lui a consacré le lendemain la principale manchette de la première page, ainsi que presque toute une page à l'intérieur du journal.

Ceci n'est évidemment pas fortuit. Le discours de S. Williams, comme la campagne de presse de la bourgeoisie, font partie d'une préparation systématique d'une chasse aux sorcières contre l'extrême-gauche au sein du parti travailliste. Cette campagne est elle-même la prolongation d'une campagne analogue lancée il y a quelques années contre la couche la plus combative des militants de base dans les syndicats.



Socialisme ou démocratie ?

Shirley Williams a essayé de réunir les principaux arguments pour justifier aux yeux des travailleurs britanniques moyens, une déclaration d'incompatibilité entre l'appartenance au parti travailliste et les convictions socialistes révo-

lutionnaires de la plupart des militants d'extrême gauche de ce parti. Elle a donc délibérément abandonné le terrain des arguties organisationnelles et administratives ("entrisme", "parti dans le parti", "manipulation de l'extérieur", voire l'argument aussi ridicule qu'odieux de "financement par l'étranger"), terrain préféré par la plupart des bureaucrates de l'Exécutif travailliste. Elle a au moins le mérite de se placer sur le terrain des idées, des problèmes de principe, de tactique et de stratégie du mouvement socialiste. Cela permet d'autant mieux de saisir à la fois la cohérence et l'incohérence idéologiques de la social-démocratie d'aujourd'hui.

Le principal argument de S. Williams pour l'expulsion des trotskistes du parti travailliste, c'est le prétendu mépris pour la démocratie de la part des marxistes en général et des trotskistes en particulier. C'est évidemment aussi l'argument que la presse bourgeoise reprend avec joie pour appuyer la campagne en faveur de la chasse aux sorcières au sein du parti travailliste. C'est ainsi qu'elle prépare le terrain pour une répression étatique contre une aile du mouvement ouvrier, pour bien démontrer la solidité de ses convictions démocratiques.

Mais les preuves que S. Williams peut rassembler à l'appui de sa thèse concernant le caractère "non démocratique" du trotskisme sont des plus minces. Elles se réduisent en réalité à quelques citations données hors de leur contexte.

La difficulté pour S. Williams est évidente. La social-démocratie peut s'appuyer dans sa polémique contre les staliniens sur la justification partielle ou totale de la répression en URSS et en Europe de l'Est de la part des PC. "Nous rejetons les critiques doubles de ceux qui dénoncent la suppression ignoble d'adversaires politiques au Chili ou en Rhodésie, mais se taisent quand des dissidents, qui pourtant respectent la loi, sont internés dans des asiles d'aliénés en URSS ou tués en cherchant à quitter l'Allemagne orientale". Elle ne peut utiliser cette même argumentation contre les trotskystes du moins sans falsifier grossièrement les positions politiques des marxistes-révolutionnaires.

Ceux-ci ont été à l'avant-garde de la défense des victimes de la répression stalinienne depuis plus de 45 ans - y compris lorsque les principaux dirigeants de la social-démocratie refusaient de s'y engager de manière résolue pour des raisons "d'opportunité politique", c'est-à-dire d'opportunisme grossier (voir notamment leur refus de défendre résolument les victimes des procès

de Moscou). Ils ont été de même à l'avant-plan de la défense des libertés démocratiques dans les pays capitalistes, y compris lorsque celles-ci ont été réduites ou supprimées par les ministres social-démocrates (tortures et répression introduites sur une grande échelle en Algérie par le gouvernement du social-démocrate Guy Mollet; répression féroce introduite en Malaisie et au Kenya par le gouvernement social-démocrate Attlee à la fin des années 40; "Berufsverbote" introduites par le social-démocrate Helmut Schmidt en Allemagne occidentale.) Le bilan pratique de l'attitude des trotskistes et de la IVème Internationale en matière de défense des libertés démocratiques est donc clair et cohérent.

Socialisme et démocratie

Ne pouvant s'appuyer sur les faits, S. Williams doit se réfugier dans des sophismes grossiers, dont les deux principaux sont les suivants :

"Acceptez-vous que si le socialisme (tel que vous le définissez) et la démocratie entrent en conflit l'un avec l'autre, vous vous mettez du côté de la démocratie ?"

"L'illusion la plus désolante de la part des socialistes révolutionnaires, c'est que la révolution transformera par elle-même la nature des êtres humains de telle manière que ceux qui héritent le pouvoir total de la révolution agiront avec une ferveur désintéressée pour le bien de toute la communauté. Cela n'est guère démontré par l'histoire; il est donc préférable que l'occupation du pouvoir soit limitée dans le temps et dans son étendue".

Notre réponse à ces sophismes est sans équivoque. Pour nous, le socialisme se définit par l'émancipation intégrale du Travail, c'est-à-dire par l'élimination de toute forme d'exploitation et d'oppression entre les hommes. L'auto-administration des citoyens - comme l'autogestion planifiée des producteurs - est partie intégrante de la conception marxiste du socialisme. Le Socialisme tel que les trotskistes le comprennent, ne peut donc pas exclure la jouissance des libertés démocratiques les plus larges pour tous, du moins dans les pays industrialisés. Il n'y a pas de socialisme sans démocratie socialiste. Il n'y a pas de révolution socialiste dans ces pays sans l'appui conscient de la majorité. Pour nous en URSS, il n'y a pas de socialisme, mais une société qui s'est embourbée et bureaucratifiée à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme, par suite de son isolement dans des conditions de sous-développement (isolement dont les coreligionnaires de S. Williams des années 20 et 30, d'Ebert-Noske à Macdonald et Léon Blum portent la principale responsabilité. Staline est leur fils, illégitime peut-être, mais leur fils quand même).

Logiques avec eux-mêmes, les trotskistes ont réclamé dès le congrès de fondation de la IVème Internationale, la pluralité des partis politiques

en URSS. Ils n'ont pas attendu les contorsions tardives des partis "euro-communistes" pour se prononcer sans ambages et sans réticences contre le principe et les pratiques du parti unique ou de toute forme de monopolisation de l'exercice du pouvoir politique et économique après l'abolition du capitalisme.

Présenter la révolution socialiste comme un projet d'établissement d'un "pouvoir total" entre les mains d'une petite équipe est absurde.

Toute l'histoire des révolutions prolétariennes, de la Commune de Paris à la révolution portugaise, confirme que le processus révolutionnaire s'accompagne d'une énorme extension et non d'une quelconque réduction de l'activité et du pouvoir politique des larges masses, c'est-à-dire d'une diffusion et non d'une concentration du pouvoir effectif. Le programme de la IVème Internationale, qui intègre à ce propos tous les enseignements (tant positifs que négatifs) des révolutions du XXème siècle, vise avant tout l'institutionnalisation de cette diffusion du pouvoir, en créant une société dans laquelle la démocratie directe, la démocratie des conseils ouvriers, des conseils de quartier, des conseils des consommateurs, arrachera des parties essentielles du pouvoir aujourd'hui détenu par l'Etat hypercentralisé. Il s'agit, en d'autres termes, d'empêcher qu'une contre-révolution succédant à la révolution ne dépossède les masses du pouvoir acquis. Et la vérité historique réclame de préciser que les social-démocrates ont joué un rôle aussi vigoureux dans ces contre-révolutions-là que les staliniens.

Capitalisme ou socialisme

Mais l'argument de S. Williams n'est pas seulement absurde. Il est aussi profondément malhonnête. Car toute cette logomachie dirigée contre les socialistes révolutionnaires tend en réalité à camoufler le caractère profondément anti-démocratique de la société bourgeoise telle qu'elle fonctionne aujourd'hui en Occident, sans parler des pays semi-coloniaux.

Il faut en effet une bonne dose de sophisme pour accuser les trotskistes d'un prétendu projet de "monopoliser le pouvoir" grâce à une révolution future, tout en se taisant sur le monopole du pouvoir réel qui existe aujourd'hui en Grande-Bretagne, qui est celui du grand capital et de ses agents exécutifs, c'est-à-dire quelques milliers de membres des conseils d'administration des grands trusts industriels, financiers et commerciaux, et de hauts fonctionnaires et officiers généraux, sur laquelle l'immense majorité de la population n'a aucune prise, qu'elle n'a jamais élus et qu'elle ne pourra jamais démettre, si elle devait s'en tenir aux conceptions politiques de S. Williams.

La Grande-Bretagne est aujourd'hui en butte à une grave dépression économique. Il y a 1,5 million de chômeurs. Il y a une réduction des salaires réels et des coupes sombres dans les

dépenses sociales, ce qui a conduit à une réapparition massive de la pauvreté la plus crue dans ce pays, il y a encore peu de temps, présenté comme le paradis du "bien-être".

Qui a pris les décisions qui conduit à cette situation tragique ? La masse des citoyens et des électeurs ? Qu'on étudie donc le programme travailliste sur la base duquel l'actuelle Chambre des Communes a été élue et S. Williams "gouverne". On n'y verra pas une trace de proposition de ce genre ! Nous ne ferons pas non plus l'insulte aux Wilson, Callaghan, Healy et S. Williams de croire qu'ils préférèrent le chômage au plein emploi. On peut dire que ces décisions leur ont été imposées par la logique interne de l'économie capitaliste. On peut dire que ces décisions leur ont été imposées par les "nains de Zürich" et de la City pour paraphraser une formule célèbre de Harold Wilson.

Mais cela signifie concrètement que lorsque S. Williams et Co ont été confrontés avec un choix concret : celui de respecter le mandat reçu de leurs électeurs, de réaliser leurs promesses électorales, de s'en tenir aux buts avoués de leur parti (qui inclut la socialisation des moyens de production : voir la fameuse clause quatre du programme officiel du Labour !), ou celui de s'incliner devant les diktats du grand capital, ils ont délibérément choisi la seconde voie.

Voilà qui démontre bien que dans un régime de "démocratie représentative parlementaire", combinée avec le régime capitaliste, l' "économie mixte" autant que la "diffusion du pouvoir", ne sont que des mythes. Ministres et députés élus ne détiennent que des pouvoirs réels tout-à-fait mineurs. Le pouvoir réel est entre les mains du grand capital. Celui-ci a certes intérêt à laisser aux "représentants élus du peuple" l'appartenance du pouvoir, aussi longtemps que les conditions le lui permettent. Mais quand les tensions économiques et sociales deviennent trop aiguës, les apparences se dissipent, les réalités apparaissent. Les Wilson, Callaghan et Williams font des discours, trompent les travailleurs et calomnient les trotskistes. Les "gnomes de Zurich" et de la City" gouvernent et imposent les décisions.

La véritable question qui oppose la droite social-démocrate aux socialistes révolutionnaires n'est donc pas le choix entre le socialisme et la démocratie. C'est le choix entre le socialisme, avec l'appui de la majorité, et le capitalisme. La droite social-démocrate refuse le socialisme. Pour elle, c'est l'aventure et le chaos ("je hais la révolution comme le péché", disait Ebert); elle est prête à piétiner la volonté de la majorité pour éviter la rupture avec le capitalisme.

Shirley Williams l'affirme d'ailleurs ouvertement, en proclamant qu'en démocratie, on ne peut gouverner que par le consensus; l'alternative serait de la coercition. La conclusion est claire.

Lorsque la majorité parlementaire est bourgeoise, il faut s'incliner devant la bourgeoisie parce qu'elle est la majorité. Lorsque la majorité parlementaire est anti-capitaliste, il faut encore s'incliner devant la bourgeoisie, de peur de rompre le consensus et de devoir passer à la coercition.

Capitalisme et démocratie

L'hypocrisie de l'argument est éclatante. Lorsque S. Williams utilise le mot consensus, elle sous-entend, sans le dire clairement, "consensus avec la bourgeoisie et avec elle seulement". Car à qui voudrait-on faire croire qu'il y a aujourd'hui en Grande-Bretagne "consensus" des chômeurs avec le chômage, "consensus" des travailleurs avec les réductions de salaire réel, "consensus" des retraités avec des retraites de famine, "consensus" des étudiants avec les réductions des bourses d'études ?

Dans tous ces cas, on a bel et bien appliqué la coercition, autant la coercition des lois que celle de la "fatalité économique". Mais telle est la logique des social-démocrates qui trouvent normal qu'on contraigne les victimes de l'économie capitaliste, sans consensus aucun, à se soumettre à l'exploitation, mais qu'ils ne soient prêts à supprimer le capitalisme qu'avec l'assentiment des capitalistes. Ils attendront évidemment longtemps avant de l'obtenir. Entre temps, la coercition s'appliquera en sens unique, contre le prolétariat et même à l'occasion contre les désirs clairement exprimés par la majorité des électeurs.

Nous ne sommes pas encore au bout des incohérences idéologiques de S. Williams. En confondant délibérément libertés démocratiques et "démocratie parlementaire", c'est-à-dire indirecte, elle met le doigt dans l'engrenage d'une infinité de contradictions. Elle écrit en effet : "Partagez-vous notre conviction dans la liberté de chaque être humain individuel, dans ses droits d'exprimer ses opinions, ainsi que les convictions religieuses réellement et sans peur des conséquences ?"

Notre réponse est "oui", sans restriction aucune, précisément parce que nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir aucune opposition entre ces droits et la lutte contre l'exploitation, la dégradation et l'aliénation de l'homme et du travailleur.

Mais la réponse de ceux qui mettent le maintien du statu quo social, par désir d'un consensus avec la bourgeoisie, sur le même plan de priorité que la défense des libertés démocratiques, et un échelon supérieur à la lutte contre l'exploitation capitaliste, ne peut être qu'ambiguë.

Aussi longtemps que la majorité des travailleurs accepte les "règles du jeu" de la société bourgeoise en échange de réformes et de concessions matérielles, cette contradiction peut rester voilée. Mais pour peu que l'accentuation des contradictions sociales, l'aggravation de la crise

politique, la radicalisation croissante de secteurs d'avant-garde large de la population laborieuse, la politisation croissante des travailleurs, ébranlent cet équilibre, un nouveau choix douloureux s'impose pour les leaders social-démocrates. La défense du "consensus" avec la bourgeoisie, c'est-à-dire de la loi et de l'ordre capitalistes, réclame alors des restrictions aux droits démocratiques. "Chaque être humain doit être libre d'exprimer ses opinions sans crainte", sauf s'il s'agit d'opinions "subversives", marxistes-révolutionnaires, "anarcho-spontanistes".

Le quotidien "The Sun" du 2 février 1977, rapporte que le député travailliste de droite Neville Trotter accuse un groupe de jeunes socialistes révolutionnaires d'avoir distribué des "tracts ignobles" qui "provoquent l'anarchie" dans une école à Newcastle. Le but du tract incriminé, c'est d'organiser la protestation contre la punition corporelle de jeunes garçons et de jeunes filles.

Quel est le "crime" visé par M. Trotter ? Des bombes ? Des attentats terroristes ? Pas du tout. La distribution de tracts, l'expression de convictions. Et de quelles convictions s'agit-il ? De la dictature du prolétariat ? Même pas ! De la nécessité pour les lycéens de s'organiser pour combattre la punition corporelle et l'agression policière !

Shirley Williams est-elle en faveur de la punition corporelle, institution barbare et despotique s'il y en a ? Nous l'ignorons. Est-elle prête à garantir le droit à l'agitation par la parole écrite et parlée contre cette institution barbare, même si comme conséquence de la "liberté de conviction" exprimée par voie de tracts, "l'anarchie" s'installe dans l'école ?

Si cependant nos soupçons se confirment, qu'est-ce que cela implique sinon que la "loi et l'ordre" des despotes bastonneurs est plus importante pour les dirigeants social-démocrates que la défense intégrale de la liberté de parole et la liberté de la presse, et qu'ils sont prêts à utiliser la répression et à limiter la liberté de presse pour éviter "l'agitation" et "l'anarchie" ? Alors la formule de S. Williams devient : "Nous sommes prêts à garantir le droit de tout être humain à exprimer librement ses convictions, sauf quand cette expression menace réellement 'l'ordre et la loi' de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste."

Ou prenons un autre cas. Sous le premier ministre social-démocrate Helmut Schmidt, toute personne en RFA qui "exprime des opinions" marxistes pour ne pas dire marxistes révolutionnaires, sait qu'elle n'obtiendra plus d'emploi public. Cela n'implique-t-il pas "la peur des conséquences", et une énorme intimidation, notamment pour des centaines de milliers d'étudiants qui n'ont pas d'autre possibilité que de viser un emploi comme enseignant public ? Nous n'avons pas connaissance d'une campagne vigoureuse de S. Williams pour défendre la liberté de

conviction, de parole et de presse des révolutionnaires et des socialistes marxistes allemands. Sans doute faudra-t-il conclure, une fois de plus, que placés devant le choix de "défendre l'ordre et la loi bourgeois" ou de "défendre intégralement la liberté de conviction de tous les individus, sans devoir avoir peur des conséquences", les leaders social-démocrates préfèrent défendent le capitalisme et restreindre les libertés démocratiques.

On pourrait nous objecter : les cas que vous soulevez ne concernent la limitation des droits que de quelques milliers ou dizaines de milliers "d'excités" révolutionnaires, agitateurs dangereux. Cette objection serait déjà incohérente puisque c'est S. Williams qui insiste sur la nécessité de reconnaître et de garantir les droits à la liberté d'opinion pour tous les individus. Pourquoi reconnaître cette liberté à la minorité (très petite) de la grande bourgeoisie et refuser de la reconnaître à la minorité révolutionnaire ?

Quoi qu'il en soit, la dynamique concrète, confirmée par toute l'expérience récente, démontre que la limitation des libertés démocratiques pour les "petites minorités révolutionnaires" n'est que le début (sinon le prétexte) d'une répression beaucoup plus vaste contre une aile entière du mouvement ouvrier organisé, sinon contre la classe ouvrière dans son ensemble. Dans la situation de crise sociale aggravée du capitalisme tardif, vu la chute prononcée du taux moyen de profit, vu la prolongation de conditions oscillant autour de la stagflation, le capitalisme peut de moins en moins supporter le droit de grève sans restrictions, la liberté de négocier les salaires, la libre organisation de la lutte ouvrière contre la lutte de classe implacable menée par le grand capital, notamment par la réintroduction du chômage structurel massif. De là l'offensive universelle de la bourgeoisie pour une politique des revenus, appuyée avec enthousiasme par la droite social-démocrate.

Or, il est impossible d'imposer la politique des revenus, dans les conditions actuelles des rapports de force entre les classes, sans limiter le droit à l'expression libre. Comment peut-on illégaliser les grèves sauvages sans réprimer l'appel à la grève sauvage ? Comment peut-on illégaliser les occupations d'usines, sans réprimer la défense écrite des occupations d'usines ? Comment peut-on légaliser le licenciement "d'agitateurs dangereux" des entreprises, sans réprimer les prises de parole, les tracts, les journaux appelant à la solidarité active avec les travailleurs licenciés ?

Les dirigeants du SPD qui ont mis en branle la machine infernale de la répression en Allemagne occidentale se voient déjà maintenant confrontés avec une situation dans laquelle une partie de leur propre organisation est sujette à la répression étatique pour des raisons d'opinions. Pour les Franz-Joseph Strauss, l'"agitation" en faveur de l'appropriation collective des moyens de production serait "contraire à la

Constitution". Mais cette appropriation collective se trouve dans le programme de base du DGB, le TUC allemand ! Peut-on être naïf au point de ne pas comprendre que pour la bourgeoisie britannique, la chasse aux sorcières dans le Labour Party contre les trotskistes n'est que la préparation sinon le prétexte d'une répression patronale et étatique contre les militants syndicaux les plus combattifs, et l'aile la plus combative du prolétariat ?

Déjà, s'il faut en croire "The Sun" du 4 février 1977, le groupe social-démocrate de droite "Social Democratic Alliance" accuse Jack Jones, le principal dirigeant syndicaliste britannique, d'être "un adversaire déclaré de la démocratie parlementaire occidentale" et un partisan des soviets ! La chasse aux sorcières étendue à une fraction de la direction syndicale : voilà un signe des temps.

La logique implacable de la lutte de classe

Dans ce sens, l'identification que fait la social-démocratie entre "démocratie représentative", institutions de l'Etat bourgeois démocratique, gouvernement par "consensus" avec la bourgeoisie, et libertés démocratiques, conduit la social-démocratie à de véritables désastres suicidaires.

Le "consensus" avec la bourgeoisie et le respect de l'appareil d'Etat bourgeois ne sont que partiellement compatibles avec la survie des libertés démocratiques pour les masses que dans les périodes relativement stables et prospères de la société bourgeoise. Lorsque l'instabilité sociale et économique s'aggrave de plus en plus, les contradictions sociales s'aiguisent de manière telle que la bourgeoisie cherche à écraser la liberté d'action et d'organisation du mouvement ouvrier, y compris de la social-démocratie. Elle utilise dans ce but l'appareil d'Etat permanent, dont l'appareil de répression est l'élément décisif.

Le seul moyen d'éviter l'avènement de dictatures sanglantes lorsque la base objective de la démocratie parlementaire disparaît, c'est la mobilisation et l'action extra-parlementaire des masses pour briser à temps les conspirateurs et leurs inspirateurs, c'est-à-dire briser l'appareil d'Etat répressif de la bourgeoisie. Mais, pour les social-démocrates, c'est quitter le terrain de la "légalité" et du "consensus". S'accrochant au Parlement impuissant jusqu'à 5 minutes après minuit, ils assistent impuissants à la liquidation des libertés démocratiques et à leur propre écrasement, par refus de la seule défense possible de ces libertés démocratiques qui est celle de la mobilisation des masses sans entraves, y compris en passant outre la "loi et l'ordre" de la bourgeoisie.

En freinant, en morcelant, en décourageant ou même en brisant cette mobilisation dans une période d'affrontement global inévitable entre les classes, les dirigeants social-démocrates

creusent leur propre tombe et celle des libertés démocratiques. L'exemple tragique de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, de Franco, de Pinochet, atteste du prix du sang payé par l'humanité par ce crétinisme parlementaire.

"Mais cela ne peut arriver chez nous, où l'armée a une profonde tradition démocratique et constitutionnelle", rétorqueront les S. Williams et Callaghan, comme l'affirmait Allende au Chili. Vraiment ? Toutes les citations du discours de S. Williams proviennent du quotidien "The Guardian" du 22 janvier 1977. Dans le même numéro du même journal, nous lisons en page 24, sous le titre révélateur "Les syndicats ont contribué à éviter un coup" l'extrait suivant d'un discours du principal dirigeant syndical britannique Jack Jones :

"Il y a deux ans, nous aurions facilement pu être confrontés à un coup d'Etat en Grande-Bretagne. La peur de l'hyperinflation était grande. Il était question d'en finir avec la démocratie". Interrogé plus tard, M. Jones a insisté sur le fait qu'il y avait du "bavardage" aux sommets de la société. Il a maintenu que ces gens - le colonel untel et le capitaine untel - étaient toujours en place. Selon lui, ils n'étaient pas intéressés à assurer des conditions décentes pour les travailleurs en Grande-Bretagne. Ils voulaient assurer que les travailleurs aient le dessous".

La réaction typique des social-démocrates devant une telle situation, c'est de reculer, de biaiser, de démobiliser les masses, "pour ne pas provoquer la réaction". Si la crise sociale est grave, c'est le chemin le plus sûr vers le coup d'Etat. Certes, la Grande-Bretagne n'en est pas encore là. Mais le Chili de 1973, l'Espagne de 1936, l'Allemagne de 1933, en sont arrivés là, notamment parce que le crétinisme parlementaire et le refus de défendre les libertés démocratiques de manière efficace frayaient la voie à la dictature. Et le général anglais Kitson ne vaut guère mieux que le général chilien Pinochet dans des conditions analogues qui peuvent arriver demain en Grande-Bretagne également.

Une belle légende arabe, reprise par l'auteur anglais Somerset Maugham, raconte comment le serviteur d'un commerçant de Bagdad s'effraya en rencontrant la Mort sur le marché. Il se précipita dès lors vers Samara. "Mais pourquoi avez-vous effrayé mon serviteur", demanda le marchand à la Mort. "Je n'ai point voulu l'effrayer", répondit la Mort. "J'ai eu seulement un mouvement d'étonnement de le voir à Bagdad, alors que j'avais rendez-vous avec lui à Samara ce soir-là".

Shirley Williams veut défendre "la démocratie". En même temps, elle veut ne pas rompre le consensus avec la bourgeoisie et respecter à tout prix "l'ordre et la loi" du grand capital, défendu par un appareil de répression par nature anti-démocratique. Qu'elle se garde donc sur la route de Samara, où plane l'ombre d'Hitler, de Franco, et de Pinochet...

L'AUSTERITE DE SOARES

"Les informations sur les mobilisations et la préparation des travailleurs pour la lutte sont contradictoires. Elles changent de secteur en secteur". Ainsi commence le chapitre sur la "situation du mouvement ouvrier" de la résolution adoptée à la réunion des cadres du PCP, le 18 décembre 1976 (1).

Quelle est exactement la situation du mouvement ouvrier ? Quel est l'impact de la récente lutte des travailleurs de la fonction publique ? Quelle est l'importance du congrès de l'Intersyndicale et de la crise du PS ?

La crise économique et politique s'aggrave

A la fin janvier, quelques semaines après l'élection de leur direction syndicale, les travailleurs de la fonction publique ont manifesté à S. Bento. Contre l'augmentation des salaires de 15% que le gouvernement propose, 10.000 travailleurs exigeaient une augmentation de 2.000 escudos égale pour tous; 60.000 travailleurs avaient signé une pétition exigeant la même chose. Mais, en arrivant à S. Bento, la direction syndicale (dominée par le PCP) se limita à demander la négociation, sans préciser aucune revendication.

Pourtant, elle avait été élue sur la base d'une plate-forme contenant la défense explicite de cet objectif de lutte.

Grâce à cette politique, les grèves ont été isolées. Le PCP s'est opposé systématiquement au développement des diverses formes de lutte. Ceci explique que les Contrats, depuis plus d'un an, sont toujours suspendus et qu'il n'y a toujours pas une riposte d'ensemble de la classe ouvrière. Cependant, la situation commence à changer.

Suite à la formation du gouvernement Soares, après un premier moment d'hésitation, quelques secteurs importants de la classe ouvrière se sont mobilisés : les travailleurs du textile, du commerce, de la chaussure, secteurs les plus exploités mais aussi les plus désorganisés au niveau syndical. Ainsi, par rapport à la période antérieure au 25.11.75, et même à la dernière phase du 6ème gouvernement, s'inversait la dynamique généralisée d'unification des luttes.

Une telle situation a affaibli le mouvement ouvrier, accentué ses divisions et permis une offensive du gouvernement Soares. Dès septembre, le Lisnave et Setnave (chantiers navals) acceptaient la proposition de l'administration. Il refusait les 40 heures, l'augmentation égale pour tous de 1000 escudos, mieux, il introduisit de nouvelles catégories.

Cent et une grandes propriétés occupées en 1975 furent évacuées. Le droit de réserve (dévolution aux latifundiaires d'une partie de la propriété occupée) a commencé à être appliquée. Soares, le 9 septembre 1976, lança son appel pour une bataille de la production et un pacte social : "le travail dur et discipliné, c'est la première condition pour sortir du tunnel où nous nous trouvons". Et il ajoutait : "Le gouvernement appelle les responsables syndicaux et tous les travailleurs en général, et aussi les patrons, à augmenter la productivité à tout prix. C'est une exigence nationale impérative... Dans l'intérêt des travailleurs, la situation doit être éclaircie. Etant donné l'impossibilité de licenciement immédiat, beaucoup d'entreprises ne créent pas de nouveaux emplois et n'acceptent pas de nouveaux travaux." Pour matérialiser les "revendications" du dirigeant social-démocrate, une loi sur les licenciements est adoptée en novembre 76. Les motifs justifiant un licenciement sont ainsi énumérés :

"1. désobéissance illégitime aux ordres des responsables supérieurs hiérarchiques, 5. atteinte au patrimoine de l'entreprise, 7. un nombre d'absences injustifiées atteignant, par an, 5 journées consécutives ou 10 journées non consécutives, 12. réduction anormale de la productivité des travailleurs".

La première phase de mobilisation syndicale, coïncidant avec la préparation du congrès de l'Intersyndicale, a débouché sur la journée de lutte du 27.11.76 : 30.000 travailleurs se sont concentrés dans le stade du 1er mai, mais n'ont reçu aucune consigne concrète ! Les luttes et les grèves les plus dures se prolongeaient, le patronat se refusait à négocier et le gouvernement n'intervenait pas. Cependant, la pression de la combativité ouvrière se maintenait. Sous la direction de militants d'extrême-gauche, les ouvriers du bâtiment de Madère ont initié une grève aboutissant à une victoire partielle après deux semaines. Mais dans le secteur de la construction, sur le continent, rien n'a bougé. Les travailleurs de l'Unité collective de production,

"Margem esquerda", ont encerclé pendant beaucoup de temps la propriété qui avait été remise à un latifundiaire anglais. Il n'y eut pas de mouvement de solidarité ! Dans deux usines du textile, Maconde (Braga) et M. Lopes Henriques (Lisbonne) se déroulèrent des grèves avec occupation prolongées, contre le licenciement de deux dirigeants syndicaux.



Sa Carneiro

C'est seulement en décembre 76 que les luttes ont à nouveau commencé à avoir un impact sur la situation politique. La grève des PTT du 15 décembre a annoncé quelques mobilisations importantes, notamment celle des enseignants et de la fonction publique.

Ces luttes doivent être situées dans un contexte socio-économique de plus en plus marqué par la crise. La secrétaire d'Etat au Plan a avoué l'existence de 14% de chômeurs dans la population active. Cependant, le chiffre réel doit atteindre 20%, soit 700.000 travailleurs, ce qui signifie une augmentation de 30% depuis décembre 75 ! L'année passée, les salaires réels sont descendus de 17,5%, selon des chiffres du gouvernement, et de 25% selon les chiffres des syndicats et des partis ouvriers.

Mais, en même temps, le gouvernement a de grandes difficultés à lancer une offensive contre les masses laborieuses, afin de créer la précondition à une politique anti-crise bourgeoise. La résistance que le mouvement ouvrier a opposée à la législation anti-syndicale menace de se transformer dans des mobilisations de masse. Les réunions de dirigeants, de délégués syndicaux et de membres des commissions de travailleurs, le 6 novembre 1976 à Lisbonne et le 9.01.77 à Porto, ont reflété une radicalisation croissante : presque 10% des délégués se sont prononcés pour la préparation d'une grève nationale pour les Contrats collectifs de travail, proposition faite par des militants syndicaux se revendiquant des positions de la LCI (Ligue communiste internationaliste).

Après une première offensive, prolongeant son délai d'existence grâce aux résultats des élections, le gouvernement est maintenant confronté à une plus grande combativité, à une crise permanente qui l'oppose à la base ouvrière de son propre parti. Ceci se conjugue avec un approfondissement de l'opposition politique des partis bourgeois et des pressions de la hiérarchie militaire. Soares misera tout sur sa prochaine carte : une attaque plus profonde contre le mouvement syndical et la réforme agraire. Elle se concrétisera dans une législation mettant en question quelques unes des conquêtes décisives des travailleurs : le contrôle ouvrier, les commissions de travailleurs et les unités collectives de production (dans l'agriculture).

Une combativité ouvrière croissante

Les élections municipales, le 12 décembre 76, ont confirmé le potentiel de combativité de la classe ouvrière. Même si elles n'ont pas changé qualitativement la situation politique, elles ont démontré la profondeur de la crise de la direction bourgeoise. Malgré les limites de la comparaison, il faut souligner que le PPD a perdu 275.000 voix par rapport aux législatives (475.000 par rapport aux élections à l'Assemblée constituante) et le CDS 171.000 (ce qui ne représente que 20% du total de voix obtenues lors des législatives). De son côté, le PS a perdu 500.000 voix (750.000 par rapport à la Constituante). Par contre, le PCP a doublé le nombre des voix obtenues par Pato lors des élections présidentielles, même s'il n'a pas atteint en chiffres absolus son record lors des législatives. Les GDUP (groupes dynamisateurs d'unité populaire) n'ont pas réussi à atteindre la somme des voix du MES et de l'UDP lors des législatives d'avril 76.

Evidemment, ce sont les partis bourgeois qui ont le plus souffert de l'accroissement des abstentions (35% contre 20% lors des législatives). Ceci les a empêchés de lancer l'offensive que Sa Carneiro, dirigeant du PPD (aujourd'hui parti social-démocrate - PSD), déclarait inévitable après les élections.

En effet, avant les municipales, Sa Carneiro déclarait au congrès de son parti : "Face à un gouvernement peu efficace et à une Assemblée de la République où il n'y a pas de majorité stable, le président sera sûrement appelé à jouer un rôle de plus en plus actif dans le cadre des fonctions que la Constitution lui attribue".

Le PPD changeait son fusil d'épaule : à un gouvernement dont la colonne vertébrale serait constituée par un bloc PPD-PS, il marquait sa préférence pour un gouvernement militaire, sous le contrôle direct d'Eanes. Le CDS de même développait la même orientation.

Les élections municipales ont provoqué un certain désarroi dans ces milieux. Sa Carneiro accentua sa fuite en avant. Il multiplie ses atta-

ques contre le gouvernement et des appels à l'intervention des militaires. Par contre, le CDS modère le ton de ses attaques. La différence fondamentale entre Sa Carneiro et Freitas do Amaral, du CDS, ne réside pas dans la définition de l'objectif : les deux sont d'accord que seul le général Eanes pourra résoudre la situation, en faisant pression sur le gouvernement ou en le changeant. Mais le CDS comprend mieux la nature des rapports de force sociaux.

Après son grand meeting d'octobre 1976, à Rio Maior, dirigé contre le ministre social-démocrate de l'agriculture, Lopes Cardoso, la Confédération des agriculteurs portugais (CAP) ne s'est quasiment plus manifestée. La Confédération de l'industrie portugaise (CIP) développe une certaine activité, mais n'est pas susceptible de prendre des initiatives ayant une large audience. Ainsi, ni les partis bourgeois, ni leurs organisations (CAP-CIP) ne sont aptes à polariser clairement autour d'eux des secteurs majoritaires des "classes moyennes".

Cependant, il serait dangereux de sous-estimer le processus de recomposition de l'appareil d'Etat et le degré d'initiative que cela permet à la bourgeoisie. La conférence de novembre 76 de la Banque du Portugal et du German Marshall Fund a démontré qu'il y a maintenant une tactique plus concertée de l'impérialisme dans son chantage économique. La hiérarchie militaire est maintenant beaucoup plus solidifiée autour d'Eanes. Les dernières modifications du Conseil de la révolution en témoignent. Les secteurs d'extrême-droite (Pires Veloso et Morais e Silva, "conseillers de la Révolution" liés au réseau terroriste) sont maintenant très marginalisés. Mais si une intervention militaire directe, réclamée par toute la bourgeoisie, n'est pas possible dans l'actuelle situation de la lutte de classe, le danger existe. Cependant, la permanence du gouvernement de Mario Soares traduit à quel point la gravité de la crise politique exige, vu les rapports de force entre classes, le maintien d'un gouvernement de collaboration de classe; un gouvernement dont la fragilité est cependant mise en relief par la profondeur de la crise sociale et économique.

La crise économique

Malgré quelques signes d'évolution positive de la conjoncture (diminution de la circulation fiduciaire; le total des dépôts bancaires a atteint son record historique avec 400 millions d'escudos; quelques secteurs - tels la construction - avec de forts effets multiplicateurs ont connu une relance à la fin de l'été et au début de l'automne), les indices de l'augmentation de la production industrielle en décembre étaient loin des objectifs définis. Quelques secteurs commencent déjà à manifester les limites d'une courte récupération inflationniste : le développement du bâtiment s'est déjà ralenti et cette tendance s'approfondira. La production du secteur alimentaire, le seul en expansion pendant les années

74/75 (il enregistrait en octobre encore une croissance de 14% par rapport à la même période de l'année passée) décline maintenant de façon spectaculaire. La seule branche qui enregistre une croissance, c'est celle de la construction des biens d'équipement.



Pour les cinq premiers mois de 1976, la croissance de l'industrie de transformation était de 4%; en septembre, elle atteignait 6% par rapport à la même période de l'année précédente. La croissance du secteur des biens d'équipement ne cache pas la modestie des résultats obtenus par rapport aux objectifs économiques globaux fixés par le programme du gouvernement et par le Plan 77 : une augmentation de 5% du Produit interne brut, avec un taux de 10% de croissance annuelle moyenne de la production industrielle, une croissance des investissements de 15 à 18%. Or, ces objectifs sont fort bas; ils sont inférieurs au développement réel durant la période 1972/73. Dès lors, la création de 50.000 nouveaux emplois et la réanimation des secteurs d'exportation ne se produiront pas. Au contraire, la remise aux anciens propriétaires des entreprises "interventionnées" par l'Etat et "en autogestion", l'imposition d'une "rationalisation de la production" dans les entreprises nationalisées, l'augmentation du temps de travail, les lois sur les licenciements stimuleront le développement du chômage, de l'inflation et susciteront des tensions sociales.

Le gouvernement, en substance, se limite à reprendre le projet économique du régime Caetano. D'ailleurs, Walter Rosa, ministre de l'industrie jusqu'il y a quelques semaines, était un des auteurs de ces plans, lorsqu'il était fonctionnaire des gouvernements antérieurs au 25 avril. Cette option économique (par exemple, la concentration de 30% des investissements industriels dans le seul complexe de Sines) ne résout aucun des problèmes. A quoi sert tout cela - demandent les capitalistes - si le secteur privé n'a toujours pas les garanties demandées,

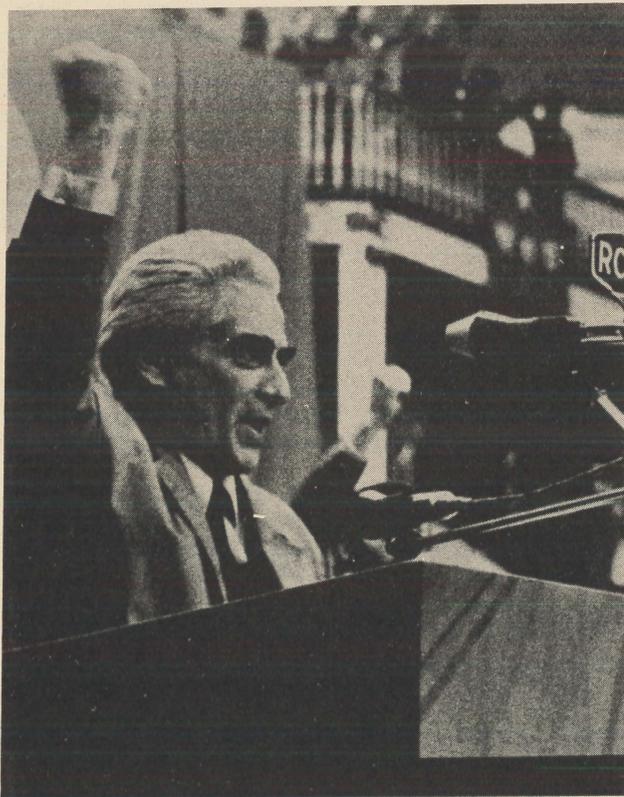
s'il n'y a pas une reconversion radicale du système productif, si la cession à leurs ex-proprétaires des entreprises "en autogestion" s'at-tarde ?

Ni la promesse formelle de Mario Soares - qu'il imposera les 45 heures dans le secteur productif et les 40 heures dans les services - ni les 2.500 hommes de la brigade OTAN - qui se trouve à 100 kms de Lisbonne - ne pourront permettre de résoudre ce problème.

La profondeur de la crise économique, la résistance des travailleurs, la crise politique et sociale, impliquent que seule une confrontation généralisée pourra transformer qualitativement l'actuelle période de la lutte de classe. Pour la bourgeoisie, ceci impliquerait la capacité de détruire les conquêtes de la période antérieure au 25.11.75, notamment la liberté d'action des syndicats et des partis ouvriers. Aucune solution intermédiaire ne pourra à moyen terme échapper à la contradiction entre cet objectif et la réalité des rapports de force sociaux actuels.

La recomposition du mouvement ouvrier

Les élections présidentielles, la formation du gouvernement Soares et les premières luttes contre le plan d'austérité ouvrent une nouvelle période, dominée par la recomposition du mouvement ouvrier organisé. Evidemment, c'est la crise du PS et la formation d'une aile gauche qui est l'élément le plus spectaculaire. Cependant, la crise ne se limite pas à cela. La faiblesse du gouvernement PS réside dans le maintien de la combativité ouvrière et dans la fragi-



lité de sa base organisée dans le mouvement ouvrier syndical. Aujourd'hui, le PS possède 600 sections d'entreprise, dont moins de 90 dans la ceinture industrielle de Lisbonne. La "lettre ouverte" - regroupement syndical lié au PS - est arrivée à avoir l'adhésion de 69 syndicats, mais lors de sa réunion de septembre, la plus représentative, seules 50 délégations étaient présentes. Enfin, la permanence d'un décalage entre son influence électorale parmi les travailleurs, et sa capacité d'organisation, laisse à la direction du PS une trop petite marge de manœuvre pour appliquer sa politique.

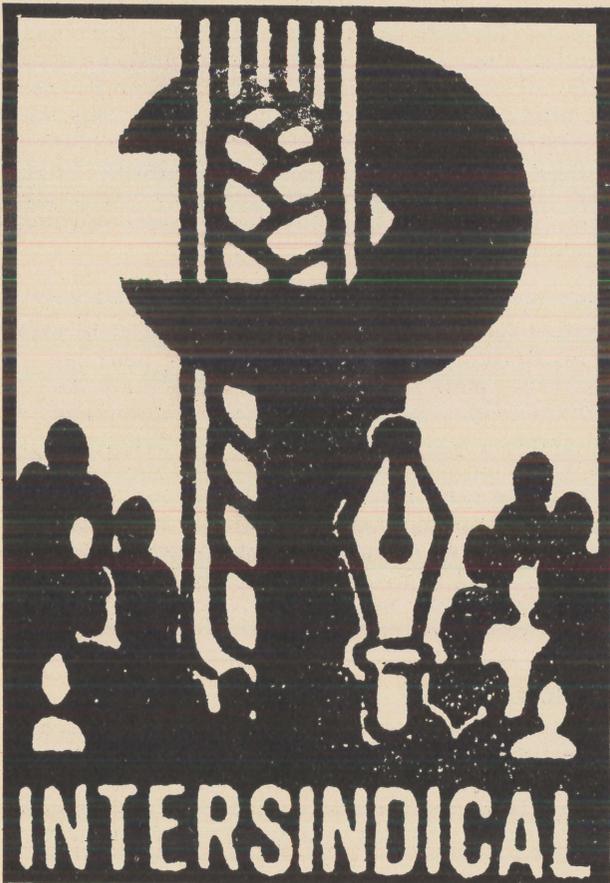
A la lumière de cela, on peut comprendre l'émergence rapide d'une aile gauche au sein du PS. Elle a d'ailleurs commencé à se réunir et à s'organiser pendant et après le 2ème congrès national, en novembre 76. L'hétérogénéité de ce courant s'explique aussi à partir des mêmes facteurs. Des expériences politiques distinctes séparent les cadres plus radicalisés et opposés frontalement à la politique social-démocrate (Aires Rodrigues, Carmelinda Pereira et le syndicat des professeurs de Lisbonne), les secteurs qui étaient les plus insérés dans l'appareil politique de la social-démocratie (par exemple, Lopes Cardoso) et les militants syndicalistes (ceux qui se sont opposés à l'orientation de la bureaucratie du PCP, et ceux qui ont une expérience d'unité d'action, comme K. Barreto, probablement futur secrétaire de l'Intersyndicale).

Son apparition publique (2) commença lors du congrès de novembre 76 et janvier 77, avec la mise en question des axes essentiels de la politique gouvernementale. Lors du 2ème congrès de novembre 76, les "opposants de gauche" obtinrent 210 voix contre 610 pour la majorité, soit 25% et 117 contre 394 au congrès extraordinaire de janvier 77, soit 21%. Ils expriment à l'intérieur du PS cette combativité ouvrière et représentent dès aujourd'hui la plupart des militants des entreprises et de la Jeunesse socialiste.

Réunis une semaine avant le congrès extra-ordinaire, les militants suspendus du PS et ceux qui les appuient, n'avaient pu passer un accord avec diverses personnalités, entre autres Lopes Cardoso. La veille, 80 jeunes socialistes (l'opposition avait obtenu 147 voix contre 152 lors du congrès de la JS) avaient aussi préparé leur riposte aux accusations de "trotskisme" (3). A Porto, la représentation de cette aile gauche, malgré la répression, indique la permanence de ce courant et ses liens étroits avec la base du parti. Mais, ses difficultés dans le mouvement syndical, l'impasse de la "lettre ouverte" et sa division sur la participation au congrès de l'Intersyndicale, combinées avec la politique de blocage des luttes menée par la bureaucratie stalinienne, rendent difficile dans l'immédiat une politique d'unité d'action dans la classe ouvrière sur des revendications centrales, unité qui implique un rapprochement entre les courants syndicaux liés, entre autre, au PS et au PCP.

Ceci aboutit à l'affaiblissement de la bataille que cette aile gauche veut mener contre des aspects partiels du plan d'austérité.

Les formes concrètes du développement de cette recomposition du mouvement ouvrier sont aussi liées à la politique du PCP dans le mouvement de masse. Par la structuration de son implantation, par la centralisation de sa fraction, le PCP possède aujourd'hui une importante marge de manœuvre dans les luttes syndicales et dirige le secteur majoritaire du mouvement ouvrier organisé. Avec à peu près 2.500 cellules d'entreprise, le PCP est parvenu, après la fête de "l'Avante" et son 8ème congrès, à réorganiser son intervention et à reprendre en main sa base ouvrière après le vote "Carvalho". En fonction de l'évolution du PS et du gouvernement, comme de la crise des GDUP, il a bloqué la préparation de quelques luttes et a réussi à étendre son orientation à tout le mouvement syndical : négocier !



Sous la couverture d'une critique violente au gouvernement (4), la direction de Cunhal camoufle en fait une capitulation face à la hiérarchie militaire. Elle est ainsi conduite à affirmer : "Etant donné les difficultés résultant de la cécité de certains des dirigeants du PS, le 8ème congrès du PCP a proposé comme 2ème alternative démocratique (à part une entente entre le PCP et le PS) la formation d'un gouvernement présidé par une personnalité non partidulaire, militaire ou civile, avec la partici-

pation de membres des partis, d'indépendants et de militaires, avec l'appui au moins du PS et du PCP" (5).

Quelle longue marche a conduit à cette position ? Cunhal lui-même a expliqué dans quelles conditions le PCP a été influencé par la réalité objective et par la lutte des masses (6). Pato avait aussi éclairé les objectifs de son parti quand il avait refusé de critiquer la candidature d'Eanes : ouvrir la possibilité de négocier la recomposition gouvernementale, en acceptant si nécessaire, une collaboration même avec le PPD (7) ! Cette perspective entre de fait en contradiction avec les mobilisations des masses : les luttes des enseignants et de la fonction publique n'ont pu se développer vu les options et initiatives explicites du PCP, alors que la possibilité d'une grève nationale était réelle. Mais, en même temps, il est prouvé que l'application tranquille de cette orientation présuppose une grande stabilité de la classe ouvrière, une baisse de son potentiel de combativité.

C'est parce que ces conditions n'existent pas que le congrès de l'Intersindical a été obligé de réviser avec hâte son programme d'action. Il a admis dans sa résolution finale certaines formulations qui indiquent la nécessité d'une mobilisation active. Néanmoins, la crise de l'extrême-gauche exprimée dans la crise des GDUP, permet au PCP d'admettre aujourd'hui quelques modifications au niveau de la formulation des revendications, sans être tout de suite obligé à se mobiliser effectivement.

La crise de l' "extrême-gauche" s'exprime par la rapide diminution de sa capacité d'initiative, par la difficulté d'intégrer les larges secteurs qui avaient appuyé activement la campagne d'Otelo, par l'entrée de beaucoup de ces travailleurs et de jeunes cadres dans le champ d'influence des partis majoritaires (spécialement le PCP), par la crise interne déterminée par les heurts sectaires entre le bloc MES-PRP-MSU et l'UDP-PCPR (8). Le Congrès des GDUP fut ajourné à maintes reprises. Afin d'éviter une scission immédiate, une direction paritaire fut mise en place; ceci n'empêche pas le PRP - après le PSP - puis le MSU d'abandonner le mouvement. En outre, une profonde démoralisation frappe les militants du MES. L'existence d'une très large majorité du PCPR crée une situation très instable sur le plan politique. Ainsi, le "mouvement d'unité populaire" hésite entre un sectarisme outrancier à l'encontre des partis ouvriers, la proclamation que "le révisionnisme est un tigre de papier" et le suivisme dans les syndicats dès que le rapport de force réel commença à se révéler et que le PCP a lancé sa campagne contre la "lettre ouverte".

Actuellement, les pressions qui se renforcent dans le MES vont précisément dans le sens d'une plus grande adaptation à la politique stalinienne. Dans la mesure où cette évolution est parallèle à l'adaptation du PCPR dans les syndicats, une rupture entre ces courants pourra être ajournée.

Mais il semble de plus en plus inévitable que le développement de la lutte de classe accentuera encore la crise des GDUP.

Dans la situation qu'on vient de décrire, il est évident que les appareils bureaucratiques n'encadrent pas d'une façon totalement hégémonique la classe ouvrière. La multiplication d'expériences de lutte, le développement d'un courant syndical anti-bureaucratique, l'audience de revendications unificatrices et de propositions faites par l'extrême-gauche indiquent le long processus qui s'est engagé et qui pourra se prolonger pendant plusieurs mois. Ces développements sont d'autant plus importants que la crise politique qui qui se profile pourrait déboucher sur une crise accentuée des partis ouvriers de masse, déjà visible dans le PS et possible dans le PCP; une crise produite par la combativité et les initiatives de nombre de ses cadres syndicaux. La publication dans le bulletin des cadres du PCP d'une critique à la direction syndicale des ouvriers boulangers pour "radicalisme gauchiste" dans sa grève le confirme ("O Militante" - janvier 1977, page 3).

La lutte syndicale antibureaucratique à la croisée des chemins

Après avoir refusé l'appui à la politique d'austérité du 6ème gouvernement, le regroupement lié au PS, la "lettre ouverte" a lancé la bataille pour le congrès syndical, préparé démocratiquement, sur la base du droit de tendances.

Quelques mois plus tard, la "lettre ouverte" elle-même refusait de s'organiser en tant que tendance dans le mouvement syndical. Dès septembre 1976, des militants révolutionnaires proposaient systématiquement la publication d'un bulletin bi-mensuel de la "lettre ouverte" et la constitution de "groupes d'appui" dans les syndicats.

Cependant, son retard dans la définition de sa participation ou de sa non-participation au congrès de l'Intersyndicale a encore augmenté les hésitations parmi les syndicalistes socialistes. En janvier, une semaine avant le congrès, la "lettre ouverte" a appelé à l'organisation de "groupes d'appui" : "Travailleur, n'aie pas d'illusions ! Du deuxième congrès de l'Intersyndicale résultera le maintien de la pratique corporativiste-fasciste, qui ne pourra jamais correspondre à la défense de tes intérêts ! Travailleur, il y a encore une solution : comme toi, beaucoup d'autres travailleurs sont d'accord avec nous ! Unissez-vous, organise-toi dans ton syndicat. Ne permets pas que quelqu'un prenne des positions à ta place, sans te consulter. Lutte, travailleur, car rien n'est perdu : la démocratie vaincra !" Avec son ambiguïté, cet appel, signé le 20 janvier par 21 syndicats (à l'exception des professeurs de Lisbonne) permet de comprendre ce que ce courant socialiste devra affronter. La lutte anti-bureaucratique ne pourra être conduite que dans l'Intersyndicale, et non pas dans une coordination de syndicats hors de l'Intersyndicale.

Le congrès de l'Intersyndicale s'est tenu il y a deux semaines, avec la présence de plus de 250 syndicats, dont 70 non affiliés à l'Intersyndicale. Il fut une importante tribune de débats sur le combat contre la politique d'austérité. Les hésitations du secrétariat de l'Intersyndicale - qui voulait camoufler sa renonciation à fixer des objectifs précis - ont permis qu'une trentaine de syndicats proposent des textes soulignant la nécessité d'une mobilisation unitaire et nationale. En permettant une libre discussion durant le congrès (même si sa préparation n'était pas démocratique et si les délégués n'étaient pas élus directement par les travailleurs), l'Intersyndicale est parvenue à créer une image d'unité, renforcée par la participation dans sa direction de quelques dirigeants syndicaux socialistes très connus, tel Barreto.

Durant la dernière période, la "lettre ouverte" a perdu beaucoup de terrain. Sa défaite a été illustrée par la votation dans la fonction publique - PCP (44,9%), PS (33%), GDUP (6,3%) - et par la défaite des listes socialistes lors des élections qui se sont tenues dans quelques syndicats, dès la formation du gouvernement Soares. La plus grande perméabilité des directions socialistes à la lutte des masses est due avant tout à sa grande faiblesse d'encadrement et non pas, au contraire de ce que quelques-uns prétendent, à son caractère plus "progressif" ou réellement "démocratique".

Dans la phase présente, les tâches centrales restent la lutte contre le pacte social et le plan d'austérité, pour la grève nationale pour les contrats, pour l'augmentation immédiate de 2.000 escudos pour tous, pour les 40 heures, combinée avec la construction des syndicats dans les entreprises et la mise en place définitive d'une structure par branche d'industrie, fédérative et démocratique. Dans le cadre de la défense de ces conquêtes, notamment du contrôle ouvrier et des commissions de travailleurs, pour les masses laborieuses, cette bataille sera à tous les titres décisive.

"L'horizon est rouge..."

Comment est-il possible qu'avec un chômage qui atteint 20 à 25% de la population active, avec une chute du pouvoir d'achat de 25%, la classe ouvrière maintienne sa combativité et la bourgeoisie n'arrive pas à imposer sa solution ?

Les mobilisations actuelles des métallos et du textile nous donnent une première réponse. Les premiers succès de la campagne de la LCI-PRT pour la journée nationale de lutte pour répondre à l'austérité, la radicalisation des travailleurs socialistes, le développement de nouvelles expériences partielles, même dans des secteurs retardés de la classe ouvrière, prouvent aussi que, pour l'essentiel, se maintiennent les conquêtes de la période de montée du mouvement de masse : la libre organisation dans les entreprises, les expériences de contrôle ouvrier, la liberté d'action des syndicats.

De nombreux travailleurs radicalisés refusent de tomber dans le piège du gouvernement Soares qui qualifie de mesures socialistes des décisions dont la fonction n'est autre que d'assurer une relance du taux de profit. Dès lors, même avec la marge de manœuvre dont ils disposent dans le mouvement syndical, les staliniens ne peuvent pas se limiter à simplement négocier et à faire pression sur le gouvernement.

Même si des défaites partielles pourront encore être imposées par le gouvernement - avec la législation anti-syndicale, anti-étudiante et contre la réforme agraire - dans les prochains mois se développera la bataille dans les syndicats contre le plan d'austérité. Si elle conduit à des expériences combinées de luttes des différents secteurs de la classe ouvrière, une mon-

tée généralisée pourra commencer à germer, favorisée par les conditions de crise politique et de tension sociale approfondie. La situation dans l'Etat espagnol favorise cette perspective, même si les facteurs déterminants restent l'intégration de la radicalisation des militants socialistes dans ce mouvement d'ensemble et la capacité des révolutionnaires de mener à bien une intervention qualitativement supérieure dans le mouvement ouvrier.

Nous faisons donc la distinction entre une défaite partielle, qui accélère l'offensive irréversible de la bourgeoisie, et la défaite partielle qui, comme le 25 novembre, ouvre une période où les luttes se feront sur une base plus organisée.

3 février 1977

NOTES

1. "Sur la situation sociale. Sur le congrès des syndicats", "O Militante", 1/77 page 5. La réunion de cadres regroupe des fonctionnaires, des dirigeants syndicaux, des membres du CC et a précédé la réunion du CC du 19/20 décembre 76.

2. Appel de la "2ème Conférence nationale des militants de noyaux et sections pour le congrès extraordinaire du PS" proposé par l'Exécutif de la commission de travail, paru dans "Rouge" n°263 du 2.02.77.

3. "Nous parlons de certains courants trotskistes qui ont trouvé dans la lutte anti-Gonçalves du PS un terrain privilégié pour la divulgation de ses thèses historiques. Les critiques à la législation du travail, à la politique de l'éducation et de la réforme agraire, à la politique économique du gouvernement et la critique à la libération des PIDE et à l'impunité des bombistes, sont ses fronts de combat. On assiste aujourd'hui au Portugal à la tentative d'infiltration du PS par un courant d'inspiration trotskiste fidèle à une tactique connue de la IVème Internationale, comme ce qui s'est passé dans d'autres parties de l'Internationale socialiste (PS suédois, Labour Party, Fédération des Jeunesses du PSOE)" - extrait du document de Antonio Reis, approuvé par la commission nationale du PS une semaine avant le Congrès.

4. "La proposition de loi du budget et du Plan 77 confirme deux lignes fondamentales dans l'orientation du gouvernement PS : décharger sur les travailleurs toutes les difficultés de la situation, poursuivre une politique de récupération capitaliste, liquider les conquêtes de la révolution, accroître la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. La réalisation de ces projets du gouvernement PS met en cause les grandes transformations démocratiques, facilite l'offensive de la droite et porte atteinte aux intérêts nationaux" résolution du CC du 19/20 décembre 1976.

5. Déclaration du CC du 19/20.12.76

6. A. Cunhal, dans l'interview à l'"Expresso" du 19.11.76, affirme : "La fin de l'année 1974 et le début de 75 sont caractérisés par le sabotage capitaliste qui a déterminé la nécessité de la réforme agraire, des nationalisations, du

contrôle ouvrier, comme des mesures d'urgence indispensables. Je suis convaincu que le procès aurait été bien plus lent, avec moins de sursauts, si les forces représentatives des intérêts économiques du grand capital avaient accepté la démocratie. C'était si clair pour nous, que dans notre plate-forme des mesures d'urgence du 7ème congrès (novembre 74), nous exigeons le contrôle sur la banque privée et les activités économiques, mais à ce moment, on ne défendait pas une réforme agraire immédiate ainsi que des nationalisations immédiates. Mais que s'est-il passé ? Ils ont continué à détourner l'argent, à faire du sabotage. La nationalisation immédiate des banques est devenue indispensable. Ce sabotage a créé aussi la nécessité d'occuper et de cultiver les terres". Et il conclut : "Au Portugal, s'il y avait quelqu'un qui pouvait donner des garanties aux capitalistes, ce serait encore les communistes ! Je répète que nous sommes pour le respect de la dynamique du secteur capitaliste. Cela vient dans nos thèses, dans nos positions..."

7. Pato déclarait dans le "Diario de Lisboa" de novembre 1976 : "Eux (le CDS et le PPD) se sont collés de fait au général Eanes et ce fut toujours notre thèse; c'est pour cela que pendant la campagne électorale, nous n'avons jamais attaqué le général Eanes... Nous pouvons dire que Mr le Président de la République se maintient dans une ligne de cohérence avec ce qu'il a toujours promis". Il conclut sur la question du gouvernement : "Nous n'ignorons pas qu'au sein du PPD, des hommes désirent en vérité que la démocratie portugaise se consolide. Des civils et des militaires qui défendent la démocratie doivent être dans ce gouvernement parce que d'autant plus grande sera la responsabilité de ce gouvernement, en plus de socialistes et des communistes, d'autant plus grande sera la confiance qu'il inspirera aux masses travailleuses du pays."

8. MES : Mouvement de la gauche socialiste.
PRP : Parti révolutionnaire du prolétariat.
MSU : Mouvement socialiste unifié.
UDP : Union démocratique portugaise
PCP-R : Parti communiste portugais (re-constituit).

VIETNAM

le 4ème congrès du PCV

Pierre ROUSSET

Le congrès national du Parti communiste vietnamien s'est réuni à Hanoï du 14 au 20 décembre 1976. C'est le quatrième en 46 ans d'histoire du Parti - ou le cinquième en 51 ans si l'on tient compte de l'organisation qui précéda la fondation officielle du PC, le "Thanh Nien". L'événement est donc d'importance.

L'option socialiste

La résolution générale adoptée au quatrième congrès du PCV souligne l'importance du tournant ouvert par la victoire ultime emportée sur l'impérialisme : "Avec la victoire totale de la résistance patriotique contre l'agression américaine, la révolution vietnamienne est entrée dans une nouvelle étape, celle où le pays entier est indépendant et réuni et accomplit la tâche stratégique unique de mener la révolution socialiste, de progresser rapidement, vigoureusement et à pas assurés vers le socialisme". (Les citations de la résolution générale du quatrième congrès sont tirées du "Bulletin du Vietnam" n°9 du 1.01.77.)

De nombreux changements nominaux sanctionnent cette orientation. La République démocratique du Vietnam était déjà devenue la République socialiste du Vietnam. Le Parti des travailleurs devient le Parti communiste. Les anciennes organisations "frontistes" fusionnent, donnant naissance à une organisation unique : le "Front national unifié".

Plus fondamentalement, l'orientation confirmée par le congrès du PCV annonce l'approfondissement de mesures socio-économiques déjà engagées au Sud du pays depuis la libération de Saïgon. Le Duan, premier secrétaire du CC, les résume dans son rapport introductif, en ces termes : "La politique de notre Parti et de notre Etat concernant la transformation des rapports de production non-socialistes consiste à liquider immédiatement la propriété féodale des terres et liquider les vestiges de l'exploitation selon le mode féodal; nationaliser immédiatement les établissements industriels et commerciaux de la bourgeoisie compradore, des traitres et des bourgeois partis à l'étranger; utiliser, limiter et transformer l'industrie et le commerce capitaliste privé, essentiellement par la politique des entreprises mixtes Etat-privé; coopérer l'agriculture, faire progresser graduellement l'agriculture vers la grande production socialiste; transformer l'artisanat, essentiellement dans le sens de la coopérativisation

et aussi par d'autres formules; transformer le petit commerce principalement par le transfert graduel des petits commerçants dans la production industrielle, agricole et artisanale.

Il faut par tous les moyens développer rapidement l'économie d'Etat (centrale et régionale), pour qu'elle occupe une place de plus en plus prépondérante dans la production et la circulation." (Les citations du rapport de Le Duan sont tirées du "Courrier du Vietnam" N°55 de décembre 1976).

Cette prépondérance est totalement acquise au Nord. Chiffres parmi d'autres, la production agricole en valeur provenait, en 1975, pour 97,1% du "secteur socialiste" (étatique et collectif) et, en ce qui concerne la production industrielle, pour 95,5%. Par contre, dans le Sud, les réseaux commerciaux de la grosse bourgeoisie compradore ont été frappés mais n'ont pas encore été profondément démantelés, et si 7.000 entreprises industrielles ont repris leurs activités, 11.000 groupes d'artisans fonctionnaient à Saïgon fin 1976, ce qui montre l'importance actuelle de ce secteur.

Le deuxième plan quinquennal

Les dirigeants vietnamiens espèrent voir le pays accéder à la "grande production socialiste" dans 20 ans. Mais, c'est le 2ème plan quinquennal, 1976/1980, qui fixe les orientations de la politique actuelle en matière économique.

La ligne générale de développement définie dès 1960 et précisée en 1967, est maintenue : "Le point crucial est de créer, rapporte Le Duan, une structure industrielle-agricole moderne. La voie fondamentale conduisant à la création de cette structure consiste à assurer un développement prioritaire et rationnel de l'industrie lourde sur la base du développement de l'agriculture et de l'industrie légère". Cette transformation économique passe par une "lutte de classe complexe" qui doit assurer le succès de la "triple révolution" dans les rapports de production, révolution scientifique et technique et révolution idéologique et culturelle, avec, comme clé de voûte, la révolution scientifique et technique".

L'orientation en la matière du PCV diffère donc radicalement de celle qui prévalut longtemps en Chine. La priorité stratégique de l'industrie lourde, base indispensable à la "grande production socialiste" comme à l'indépendance économique,

et le rôle-clé de la modernisation technique et scientifique du pays, sont réaffirmés. Mais les équilibres de développement adoptés pour les années à venir sont tout aussi éloignés de ceux de la période stalinienne en URSS. L'urgence d'un relèvement de l'agriculture se fait d'abord sentir. Le pays est aujourd'hui encore incapable de se nourrir correctement. Il est probable que la production alimentaire, en 1976, n'a couvert les besoins qu'à 90%. L'insuffisance nutritive se fait douloureusement sentir et réduit la productivité du travail. Le problème est aussi politique : la population aspire à un mieux-être avec la fin de la guerre.

La redistribution du revenu national devra tenir compte de cette situation, même si nombre de grands travaux doivent être engagés immédiatement, grâce notamment à l'aide internationale : l'URSS construit un très important barrage sur la Rivière noire, principal affluent du Fleuve rouge; la Chine construit un pont sur cette même rivière; la RDA aide à la remise en état de la ville de Vinh... La priorité des priorités est de faire faire un "bond en avant" à la production agricole. En conséquence, une majorité rotatable de la richesse disponible devra être dirigée vers la solution rapide des problèmes de consommation. Les investissements seront dirigés pour 30% vers l'agriculture et pour 35% vers l'industrie. Dans ce dernier secteur, 60% d'entre eux iront à l'industrie lourde.



En moyenne, le 2ème plan quinquennal prévoit une croissance annuelle d'environ 15% de la production globale, de 13 à 14% du revenu national, de 8 à 10% en valeur de la production agricole et de 16 à 18% de la production industrielle. Les recherches pétrolifères vont être poursuivies et une compagnie d'Etat sera très

probablement mise sur pied pour exploiter ces richesses du plateau continental. Un accord avec la firme française Comex (Compagnie maritime d'expertise) a été passé pour construire la base logistique nécessaire à Vung Tau.

Restructurations

L'accroissement de la production agricole réclame d'importants travaux d'hydraulique, la généralisation de semences à croissance rapide autorisant une troisième récolte annuelle, l'implantation d'espèces rizicoles qui permettent un semis direct et évite le travail harassant de repiquage. Mais il implique aussi une profonde restructuration de l'agriculture, y compris au Nord. Les actuelles coopératives de villages ne peuvent, en effet, ni introduire rationnellement la mécanisation, ni planifier correctement la main-d'œuvre. De nouvelles coopératives, à l'échelon du district, doivent voir le jour. Grâce à ce processus de fusion, les nouvelles coopératives devraient couvrir chacune de 300 à 500 hectares dans la plaine rizicole et plus de 1.000 hectares en montagne.

Mais cette restructuration se heurte à de fortes résistances, y compris chez les militants du parti. Elle s'attaque en effet à de nombreuses positions acquises en concentrant les postes de responsabilité, au localisme des traditions villageoises, aux inégalités de développement entre coopératives, etc.,. Le PCV a donc engagé depuis longtemps une campagne politique pour assurer la réussite de cette mesure qu'il considère comme une étape indispensable à la modernisation de l'économie.

Il en va de même en ce qui concerne le redéploiement de la force de travail sur l'ensemble du territoire. La direction du Parti et de l'Etat doit faire face à trois ordres de problèmes. Des zones entières ont été désertées dans le Sud, du fait de la guerre et de la politique US d'"urbanisation forcée". Il faut maintenant les repeupler et les remettre en valeur. Les planificateurs vietnamiens pensent par ailleurs que les villes du pays ne peuvent dépasser, en l'état actuel des choses, le million d'habitants. Saïgon-Ho-Chi-Minh-ville notamment, est incapable de fournir un emploi à sa population. Il faut donc assurer le retour d'une grande partie de la population "urbanisée" dans les campagnes et occuper progressivement toute la surface cultivable.

Il est un autre problème plus général. La densité démographique est très inégalement répartie au Vietnam. Elle est de 700 h/km² dans le Delta du Fleuve rouge au Nord, et peut atteindre 1.000. Elle tombe à 25 sur les Hauts plateaux, à la population montagnarde clairsemée. Elle est de 300 dans le Delta du Mékong et de 150 dans les provinces orientales du Sud. Voilà longtemps qu'en RDVN une migration de population était organisée du Delta vers les régions montagneuses qui ne sauraient être mises en valeur sans cet apport de main-d'œuvre. Les objectifs à court terme ont été présentés devant l'Assem-

blée nationale par le ministre au Plan, Le Thanh Nghi. 1.200.000 personnes doivent être ainsi déplacées. Parmi elles, 800.000 habitants de Ho-Chi-Minh-ville doivent rejoindre la "ceinture agricole" de l'agglomération, les "Nouvelles zones économiques" aménagées au Sud, ou leurs anciens villages, quand, du moins, cela est possible : 9.000 des 15.000 villages ont été rasés durant la guerre. 150.000 personnes doivent quitter les régions surpeuplées du Delta du Fleuve rouge pour rejoindre les zones montagneuses du Nord, les Hauts plateaux du Centre et les provinces occidentales et orientales du Sud. On voit qu'aucun déplacement massif de population n'est prévu du Sud vers le Nord, comme avait voulu le faire croire une partie de la presse occidentale. Ces mesures devraient contribuer à résorber partiellement le chômage qui s'élevait, fin 1976, à 2.400.000 personnes en âge de travailler.

Ce mouvement de redistribution de la main-d'œuvre ne devrait pas s'arrêter là, et devrait toucher, en dernier ressort, une dizaine de millions de personnes sur les 50 millions que compte le pays.

Le peuple, "Maître collectif" ?

Les objectifs que s'assigne la direction vietnamienne sont donc très ambitieux, même s'ils se veulent réalistes. Ils réclament, pour devenir réalité, une adhésion profonde et durable de la population.

La participation active des masses au développement de la société de transition au socialisme implique qu'elle se sente effectivement responsable, à même d'être, pour reprendre pour reprendre la formulation vietnamienne, le "maître collectif". C'est là une question centrale, comme le reconnaît la résolution générale adoptée au 4ème congrès du PCV : "La condition première est d'établir et de renforcer sans cesse la dictature du prolétariat, de réaliser et de développer sans cesse le droit de maître collectif du peuple travailleur".

Question politique s'il en est, car, pour reprendre les termes mêmes du rapport de Le Duan, "l'instauration du régime de maître collectif (exige), en premier lieu, l'édification d'un système de rapports justes entre le Parti, l'Etat et les masses..."

La direction du PCV a clairement manifesté son inquiétude face à cette question des rapports Parti/masses en engageant une virulente campagne contre les attitudes bureaucratiques de trop nombreux cadres. Elle note, après la victoire, une baisse de qualité des membres du PC et le relâchement des critères de recrutement. Elle appelle en conséquence à un mouvement d'épuration du parti. Nguyen Duy Trinh, ministre des Affaires étrangères, a explicitement demandé aux cellules d'exclure les membres du parti "au faible niveau de conscience politique et révolutionnaire" et d'en recruter d'autres ("Le Monde" du 22 décembre 1976).

Simultanément, l'Etat engage des poursuites contre un certain nombre de cadres coupables de malversation, tel Huynh Van Thom, président du comité révolutionnaire du 5ème arrondissement de Saïgon, condamné à 15 ans de prison pour corruption et abus de pouvoir.

La préparation du congrès du PCV reflète aussi cette volonté de la direction de resserrer les liens entre l'appareil d'Etat et du Parti et les masses. Pour la première fois en effet, le très long rapport introductif de Le Duan a été largement diffusé plus d'un mois avant la réunion du congrès national. Une tribune de discussion, à fonction essentiellement éducative, a été ouverte dans le quotidien Nhan Dan.

Les articles de presse et les rapports présentés au congrès prennent parfois un tour nettement auto-critique, comme celui de Le Duan, où est entre autres affirmé que "l'édification du Parti a fait apparaître bien des défauts et insuffisances dont la plus importante est de n'avoir pas suffisamment assimilé et appliqué tant dans la conception que dans la pratique la théorie de l'édification du Parti dans les conditions où il dirige l'Etat."

Effort sans précédent, donc, pour faire pénétrer les idées directrices de la nouvelle orientation, à l'occasion de la tenue du 4ème congrès du PCV, pour prendre le pouls des masses aussi. Pourtant, la véritable discussion d'orientation n'a, comme à l'accoutumée, eu lieu que dans les plus hautes sphères de l'Etat et du Parti. Le congrès, comme la discussion préparatoire, ne visait pas à exposer diverses options de développement possible. Ils avaient avant tout une fonction pédagogique.

Plus graves, parce qu'elles ne peuvent être expliquées par la difficile conjoncture actuelle, sont les déclarations de principe formulées par Le Duan dans son rapport, en ce qui concerne la conception de l'Etat de transition au socialisme. Il expose en effet, au nom de la direction du PCV, une analyse substitutive et paternaliste du rôle du Parti qui interdit à l'avance l'extension qualitative d'une démocratie socialiste.

"Le régime de maître collectif sur le plan politique est concrétisé dans le droit de maître exercé par la peuple travailleur dont le noyau est l'alliance des ouvriers et des paysans, par la médiation de l'Etat socialiste et s'exerçant sous la direction du Parti..." (souligné par nous).

"La structure de contrôle (des organes étatiques) comprend le système d'auto-contrôle au sein de l'appareil d'Etat, le contrôle assuré par les organisations de masse et le contrôle assuré par le Parti".

Or, l'expérience confirme que la pression extérieure exercée par les masses sur un appareil d'Etat dont elles ne sont pas directement partie prenante, et l'auto-contrôle des cadres et du Parti par voie de campagne de rectification,

n'ont jamais suffi à enrayer durablement l'aggravation des phénomènes bureaucratiques. Surtout dans un pays confronté aux difficultés qui sont celles du Vietnam. Dans ce contexte, la création de "Comités d'inspection populaire" au Nord, formés de travailleurs restant dans la production, ne peut modifier profondément, à elle seule, la situation.

L'écrivain Nguyen Khac Vien, dans un article écrit spécialement à l'intention des critiques étrangers de la révolution vietnamienne, plaide pour la compréhension de la situation concrète du Vietnam. Les libertés ? La démocratie ? Le danger bureaucratique ? "Nous sommes les premiers, écrit-il, à accorder la plus grande importance à ces questions capitales pour notre époque, et les dirigeants vietnamiens insistent pour ainsi dire journalièrement sur ces problèmes. Un peuple qui a consenti les plus durs sacrifices pour son indépendance ne va pas allégrement aliéner sa liberté pour s'imposer un carcan qui, à en croire certains, serait pire que le néo-colonialisme.

La démocratie au Vietnam est née dans des conditions historiques déterminées... L'humanisme abstrait et un européocentrisme plus ou moins conscient amènent à s'étonner que le peuple vietnamien n'ait pas pris pour modèle la démocratie bourgeoise occidentale... Le peuple vietnamien n'a pas une tradition de démocratie parlementaire liée à un développement capitaliste de longue durée; c'est là un handicap, mais il a l'avantage de pouvoir bâtir sa démocratie à un autre niveau, sur la base du socialisme... Nous avons donc choisi une autre formule..." ("Ecrire sur le Vietnam". "Le courrier du Vietnam" n°51, août 1976).

Tensions

On s'accordera aisément avec Vien pour reconnaître que la démocratie bourgeoise n'est pas un modèle intangible, et qu'elle ne saurait être détachée de sa base de classe. On s'accordera de même pour dire que le régime politique qui naît au Vietnam du Nord en 1954, et celui qui se constitue aujourd'hui sur l'ensemble du territoire, ne sauraient être analysés indépendamment du contexte historique qui a présidé à leur formation. Mais, en opposant ainsi le modèle démocratique bourgeois "classique" à la forme concrète de l'actuel Etat ouvrier vietnamien, en s'en tenant à la polémique contre les défenseurs de l'"humanisme abstrait", Vien esquive un débat de fond, celui qui porte sur le contenu de la démocratie ouvrière et socialiste.

Les déformations bureaucratiques - sociales et politiques - de l'Etat ouvrier vietnamien sont-elles avant tout le produit d'une histoire, du sous-développement, des effets du colonialisme, de trente années de guerres impérialistes dévastatrices, du retard de la révolution dans les grands centres industrialisés ? Sans doute. Mais le poids des facteurs historiques et objectifs sur le cours de la révolution vietnamienne ne rend que plus nécessaire une claire conscience

de ces limites. La théorie de l'Etat de dictature du prolétariat qui est celle du PCV, réaffirmée lors de son dernier congrès, s'est au contraire adaptée à ces déformations.

L'analyse du régime politique concret du Vietnam reste complexe, et il est probablement vrai, comme le souligne Vien, que "la participation à la vie sociale et politique d'un paysan coopérateur est plus riche que celle d'un paysan libre", que le travailleur vietnamien est plus quotidiennement associé à la vie publique de son pays que ceux des démocraties bourgeoises, grâce à son intégration à un ensemble d'organisations de masse, que ce système permet souvent de dégager un consensus général.

Mais la désarticulation du système étatique entre l'administration nationale, les structures locales du pouvoir d'Etat, les organisations populaires et le "Front national" (comme représentation proprement politique), interdit l'intervention directe des masses dans la gestion économique et politique nationale. En l'absence d'une structure soviétique, le parti est le seul à pouvoir articuler entre elles ces diverses composantes du régime. Là encore, la situation de monopole de fait qui est celle du PCV nourrit une conception monolithique de la vie politique et intellectuelle du pays qui faisait dire, voilà deux ans, à Le Duan que "toute manifestation contraire... à la ligne du parti va à l'encontre de la position de la classe ouvrière". Lutter sans merci contre ces manifestations, c'est épouser la position de la classe ouvrière. Nous n'admettons aucun autre critère quand nous parlons de position". (in "Quelques tâches actuelles", Hanoi 1974 p 102).

Il ne s'agit pas d'opposer à la dure réalité de la situation au Vietnam le "modèle" idéal de la démocratie socialiste soviétique de masse. Il s'agit de jauger les dangers d'une orientation qui s'accorde et défend le rôle substitutiste du parti communiste - et donc la structure bureaucratifiée de l'Etat. Il ne saurait y avoir un progrès durable et une lutte effective contre la croissance du phénomène bureaucratique, sans une rupture consciente avec la conception de l'"Etat de dictature du prolétariat" régnant dans le PCV; conception qui plonge ses racines à la fois dans l'histoire du pays et dans le mouvement stalinien international.

La préparation et la tenue du 4ème congrès du PCV a été l'occasion de rappeler l'acuité du problème bureaucratique. Pour Le Duan, il faut "combattre la paperasse, le vol de biens publics, la corruption, le gaspillage, l'attitude irresponsable, l'arrogance, les abus de pouvoir... prendre des mesures efficaces pour empêcher certains cadres et employés de l'Etat de devenir une caste de gens privilégiés". Il faut "garantir aux électeurs l'exercice du droit de contrôle et de révocation sur leurs élus".

Le gouvernement et la direction du Parti se heurtent en effet à une série de difficultés qui les rendent très sensibles à l'exaspération de la popula-

tion face à l'arrogance bureaucratique de certains cadres et aux lenteurs administratives. Le poids de la guerre passée n'est pas prêt de disparaître. Chiffre symptomatique de l'effort demandé à la population, durant le premier semestre 1976, il a fallu désamorcer 570.000 bombes et obus pour remettre en culture 26.000 hectares de terres. Et si tout l'appareil de gestion et de production qui était directement lié à l'aide au front marchait apparemment très bien, le reste de l'économie souffre par contre de carences gestionnaires graves.

La tribune de discussion du "Nhan Dan" s'est faite à plusieurs reprises l'écho de cette carence. Un responsable du ministère de la construction mécanique notait dans un article que "nous ne mobilisons que 40% de nos capacités de production... Nous ne produisons que 300 types d'articles alors que nous en avons besoin de milliers." ("Humanité" du 23.11.76).

C'est évidemment la question saïgonnaise qui reste la plus délicate. Deux faits majeurs de la seconde guerre d'Indochine pèsent en effet là de tout leur poids : l'ampleur des bouleversements sociaux provoqués par la politique américaine et la gravité des coupes sombres opérées dans les rangs des révolutionnaires au Sud par une terrible répression étendue sur plusieurs décennies. Selon les estimations de Washington, en 1975, la population sud-vietnamienne était devenue à 65% "non rurale". Le "plan phœnix" (plan d'extermination sélective des cadres) a officiellement coûté la vie à 67.000 personnes, dont beaucoup des meilleurs militants clandestins. L'ilotage, l'incarcération massive, la mise en place d'un système concentrationnaire, la destruction sociale de Saïgon, on rendu extrêmement coûteuse l'animation des réseaux de résistances urbains. Selon certaines estimations, le PCV n'aurait organisé à Saïgon, en avril 75, qu'environ 1.500 militants et 20.000 sympathisants, compte non tenu de beaucoup de militants qui avaient perdu le contact et qui ont réintégré l'organisation après la victoire.

La politique de "rééducation" du PCV à l'égard des anciens membres des forces armées et de l'administration saïgonnaise, illustre bien la force du régime et ses difficultés réelles. En avril 1975, les forces militaires fantoches se montent encore à environ un million de soldats et 200.000 policiers, compte non tenu du personnel administratif qui avait participé à la répression. Le corps des officiers, fer de lance de la contre-révolution, comprenait 70.000 membres dont 10.000 officiers supérieurs. La grande masse des soldats et policiers étaient libérés très rapidement et recouvraient leurs droits civiques avant les élections législatives d'avril 1976. Les exactions à l'égard des collaborateurs et même des anciens tortionnaires furent bien moindres que, par exemple, en France en 1945. Il n'y eut pas de "bain de sang" et la victoire de la révolution vietnamienne fut probablement la moins sanglante de l'histoire, alors que la guerre fut l'une des plus coûteuses. Cette capacité

à éviter toute politique de représailles manifeste la solidité du nouveau régime révolutionnaire, comme la maturité politique de sa population.

Mais la caste bureaucratique-militaire qui formait l'ossature du régime Thieu n'en représente pas moins un danger réel. Parce qu'elle est psychologiquement, politiquement et professionnellement préparée à s'engager dans des actions de sabotage du nouveau régime. Parce que de telles actions de "déstabilisation" sont effectivement en cours (stockages illicites de biens de première nécessité, émission massive de fausse monnaie, etc...) et bénéficient de ce que la bourgeoisie commerçante compradore garde de puissance. Parce que l'implantation sociale du PCV dans la région saïgonnaise reste superficielle. On conçoit, dans ces conditions, que le gouvernement n'ait pu étendre sa politique de "clémence" au-delà de certaines limites.

Le chiffre de personnes maintenues en "rééducation" est estimé, par le gouvernement, à 50.000 (et non 200 ou 300.000 comme la presse occidentale l'avait écrit); essentiellement: anciens officiers, hauts fonctionnaires et tortionnaires. Le GRP, dans une déclaration datée du 9 juin 1976, avait par ailleurs précisé que personne ne saurait être gardé en "rééducation" plus de trois ans à partir de sa date d'entrée au camp (généralement juillet 75) sans passer individuellement en procès pour les crimes de guerre commis auparavant. On ne saurait donc s'associer aux déclarations d'environ 90 anciens membres de l'aile "humanitaire" du mouvement anti-guerre aux USA qui dénonçaient, le 29 décembre, les "violations des droits de l'Homme" au Vietnam. Un ancien membre de l'USAID, Theodore Jacqueney, ex-spécialiste en pacification, ne serait d'ailleurs pas étranger à cette initiative; et certains d'entre eux, comme les prêtres Daniel et Philippe Berrihan ont retiré leur signature du document.

En 1974, la RDVN retrouvait le niveau global de production de 1965 - année où commencèrent les bombardements US. En 1975, l'ensemble du territoire était libéré et le pays réunifié. Les premières mesures révolutionnaires bouleversaient les anciennes zones contrôlées par les forces américano-saïgonnaises. En 1976, le volume de céréales produites était de plus de 17% supérieur à celui de 1975; quant à la production industrielle, elle avait crû de plus de 10%. Les surfaces cultivées au Sud avaient augmenté de 18%. La situation reste avant tout dynamique au Vietnam. D'autant plus que la situation régionale évolue aussi, et avant tout en Thaïlande. Le quatrième congrès du PCV a été aussi l'occasion pour sa direction de réaffirmer son orientation internationale. Inprecor reviendra ultérieurement sur ces questions. Avec 50 millions d'habitants - 16ème pays du monde en la matière et 3ème parmi les Etats ouvriers - le Vietnam est en passe de devenir l'un des pays-clé du Sud-Est asiatique.

5 février 1977



VENCEREMOS !

A la veille du 23 janvier, le gouvernement Suarez pouvait se sentir relativement satisfait. Ses relations avec l'opposition étaient en pleine "lune de miel". Le résultat des élections "non libres" à des Cortès "non constituantes" apparaissait assuré. De leur côté, les travailleurs continuaient à lutter au milieu des énormes difficultés créées par la capitulation politique de leurs directions majoritaires et la passivité des centrales syndicales devant le patronat.

Les revendications les plus importantes pour le mouvement de masse continuaient à mobiliser des milliers de personnes : surtout l'amnistie totale. Personne n'avait confiance dans les promesses du gouvernement. Le 23 janvier, l'association des ex-prisonniers politiques appela le peuple de Madrid à une manifestation qui devait être interdite par le gouvernement. Malgré cela, l'appel fut maintenu. Le dimanche, Madrid fut occupée par la police, avec à ses côtés, comme toujours, les bandes fascistes armées. Huit mille personnes allaient affronter pendant des heures une répression bestiale. Arturo Ruiz, jeune travailleur de 18 ans, sera assassiné par les fascistes.

Et comme toujours également, la réaction fut fulgurante, elle se développa dans tout le pays. Ce même dimanche, un appel à la grève générale pour le 26 fut lancé. Le lundi, il y eut des grèves et des manifestations. Lors de l'une de ces manifestations, Mari Luz Najera, étudiante de 19 ans, est assassinée par la police : une bombe lacrymogène tirée à bout portant lui fit sauter la tête. Et peu après eut lieu le massacre des avocats. Ce fut la "semaine noire" qui a ébranlé le pays. Le Bureau politique de la LCR a publié le 26,1 une analyse de ces événements et leur a donné une réponse révolutionnaire, dont nous publions ci-dessous de larges extraits. (1)

VENCEREMOS !

Aujourd'hui à Madrid, nous étions dans la rue par dizaines de milliers. Nous étions ensemble, criant, marchant, ensemble dans la rue, ressentant notre rage et notre force communes, manifestant notre force aux yeux de tous ceux qui voulaient bien la voir et à nos propres yeux également. Bien plus, dans tout le pays, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève en une immense explosion de douleur et de colère. Sans aucun doute, la majorité d'entre eux aurait aussi voulu descendre dans la rue, se joindre à leurs camarades pour exiger justice, droits, liberté. Mais, comme cela s'était déjà passé le 12 novembre, ils ne le firent pas, parce que les directions en lesquelles ils ont confiance leur ont dit, ce jour-là aussi, que descendre dans la rue était une provocation.

Provocation ? Pour qui ? Pour les travailleurs, pour le peuple ? Certainement pas, car c'était les travailleurs et le peuple qui manifestaient et c'était eux qui applaudissaient depuis les trottoirs, reprenant en chœur les mots d'ordre, levant le poing. Alors ? Pour les assassins fascistes ? Certainement pas davantage; où et quand, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les fascistes ont-ils été "provoqués", c'est-à-dire encouragés, enhardis, par les démonstrations de force des travailleurs ? Malheureusement, ce qui est arrivé tant de fois, c'est justement le contraire : la démobilisation, la démoralisation, la désunion, la passivité des travailleurs, dues à la lâcheté de leurs dirigeants, ont renforcé le fascisme. A-t-on si vite oublié le Chili ? Et, plus proche de nous, a-t-on si vite oublié le 11 mars 1976 au Portugal, où la mobilisation foudroyante des travailleurs dans la rue a réussi à faire échouer un coup d'Etat réactionnaire ?

Qui était alors le "provoqué" ? Le gouvernement ? Peut-être est-ce là la réponse, mais c'est là une réponse particulièrement cynique, parce que les luttes des travailleurs "provoquent" toujours les gouvernements bourgeois, surtout quand ce sont des gouvernements aussi réactionnaires que le nôtre. Un gouvernement qui vient de donner une réponse vraiment exemplaire aux "services" et aux louanges qu'il a reçus de l'"opposition". Ainsi, il vient d'élever au rang de loi les recommandations "d'éviter l'action dans la rue", en interdisant toute espèce de manifestation. Il a rappelé que reste en vigueur le décret-loi "anti-terroriste" dont l'application "vigoureuse" retombera comme toujours sur les organisations révolutionnaires et il vient d'octroyer aux corps répressifs 4 milliards de pesetas, sans doute comme prime pour leur intervention.(...)

Mais nous devons regarder vers l'avenir. Notre chagrin pour les camarades morts, notre indignation contre leurs assassins, la honte pour ceux qui auraient pu et ne voulurent pas impulser la riposte nécessaire, l'espoir dans les milliers de travailleurs qui luttèrent d'une façon ou d'une autre contre le terrorisme fasciste, demeurent. Mais maintenant, il faut réfléchir à la situation et lui donner une réponse révolutionnaire. Pour cela, il faut examiner l'histoire des derniers mois. Mois durant lesquels, à ce qu'on dit, nous sommes entrés dans un "processus de normalisation démocratique".

Le processus de "normalisation démocratique"

En un peu plus d'un an de monarchie franquiste, nous avons vécu plus de luttes ouvrières et populaires que dans toute autre période semblable, depuis 1939. Ces luttes ont réussi à abattre la première version de la réforme, mais elles n'ont pu faire de même avec la seconde. Pourquoi ?

Le gouvernement Arias était un gouvernement franquiste. Son objectif réel, malgré la démagogie de quelques uns de ses membres (démagogie de "droite" avec Fraga, démagogie "centriste" de Areilza) était la mise en place d'un minimum possible de réformes dans le régime, en respectant les intérêts économiques, politiques, sociaux, qui étaient la base du franquisme. Mais le dictateur mort, ce projet n'avait plus aucun sens. Il a suffi d'un léger, mais inévitable, élargissement de la "tolérance" envers le mouvement de masse pour que dans tout le pays la mobilisation des travailleurs atteigne un niveau surprenant.

Les luttes de janvier à Madrid, les luttes pour l'amnistie dans tout l'Etat, Vitoria, Montejurra... montrèrent comment un mouvement ouvrier et populaire, bien que toujours "illégal" et malgré la répression grandissante, était capable de s'organiser, d'affirmer ses propres intérêts, de lutter avec une détermination imprévue pour des revendications dépassant les capacités de concession de la bourgeoisie. Le pays se polarisa : les intérêts bourgeois et ceux des travailleurs apparurent chaque jour plus inconciliables. La monarchie elle-même fut ébranlée.

Alors, par "auto-défense", le roi lui-même dut entrer ouvertement dans l'arène politique en passant par-dessus la tête du gouvernement. Il le fit sur les conseils reçus de l'impérialisme lors de son voyage aux Etats-Unis, à la suite de ses entrevues avec des membres de "l'opposition", et après avoir vérifié l'état de ses moyens militaires et financiers; la réforme changea d'objectifs et de cap.

Le gouvernement Suarez est un gouvernement bourgeois. Son but est de réussir une évolution contrôlée vers un Etat de "démocratie tronquée", un Etat fort, basé sur une monarchie et une armée intouchables. Au sein des nouveaux Cortès,

la grande complexité du "labyrinthe des lois" élimine le risque de l'Assemblée constituante et assure un maximum de stabilité constitutionnelle. La réorganisation des forces politiques bourgeoises doit établir une majorité parlementaire "centriste". Au sein du plan de stabilisation négocié et garanti par les organisations ouvrières réformistes, on tente de renverser le rapport des forces en faveur du PSOE, au détriment du PCE.

Le succès de ce projet tient à une condition décisive : l'affaiblissement, l'usure de la mobilisation et de la radicalisation des masses. Pour y arriver, on maintient l'illégalité et par conséquent la répression sur les organisations et les actions populaires et ouvrières; avec un célèbre décret-loi, on a instauré l'arbitrage comme issue "naturelle" pour la majeure partie des négociations salariales. Et surtout, le gouvernement a commencé à négocier avec "l'opposition".

La polarisation sociale du pays a eu bien sûr un impact sur l'"opposition démocratique". Elle y répondit par la "rupture négociée (2)" et par la volonté farouche de paralyser le mouvement de masse. Dans ces conditions, le gouvernement imposa sans résistance les règles et les limites de la négociation. Quand nous disions que "la rupture négociée équivalait à attacher le mouvement de masse au char de la réforme", nous savions ce que nous disions.

La combativité des travailleurs eut à vaincre mille résistances pour aller de l'avant dans les grandes luttes des derniers mois. Celles-ci ont démontré, pour la énième fois, que lorsqu'il existe un objectif politique clair (comme lors des grèves générales de septembre à Ténérife, Madrid, en Euskadi... et comme à l'heure actuelle), et que l'on réussit à déborder la passivité des directions réformistes ou qu'on les oblige à une action unitaire, la capacité de lutte et de résistance peut être immense (12 novembre, Roca, Valence, la Construction).

Mais le mouvement de masse manque d'une alternative politique propre, d'un projet politique pour affronter le gouvernement et pour lequel cela vaille la peine de lutter. La constitution de la "Commission des 9" (3) supposait que toute l'"opposition" bourgeoise et les partis ouvriers limitent leur programme à un marchandage sur la base du projet gouvernemental. La majorité des "organismes unitaires de l'opposition" connaissent une crise inévitable et pratiquement irréversible; ils ont déjà rempli leur rôle de frein du mouvement de masse et lui ont donné des illusions fausses tout au long d'une année décisive.

Au moment du 23 janvier, il était clair que la tâche fondamentale des révolutionnaires consistait à constituer cette alternative politique. Car, en définitive, nous ne sommes en train de vivre aucun "processus de normalisation démocratique"; à moins que "normaliser la démocratie" ne signifie garder les prisonniers en prison, **bafouer** les droits et les libertés démocratiques

et les droits nationaux des peuples, aggraver les conditions de vie des travailleurs, maintenir le mouvement ouvrier dans l'illégalité et pour "couronner" le tout réaliser des élections non-libres à des Cortès non-constituantes. Tout cela n'a rien à voir avec la démocratie ou la liberté pour laquelle, depuis tant d'années, nous avons lutté.

Il fallait poursuivre le combat, jour après jour. Le 23 était l'un de ces jours-là. Le gouvernement interdit la manifestation, mit les forces répressives dans la rue pour réprimer sauvagement les manifestants, en comptant, comme toujours sur la collaboration des fascistes. C'est ainsi que commença la tragédie de ces derniers jours.

Stratégie de tension

(... Cette stratégie de tension) cherche d'abord à démoraliser et à démobiliser le mouvement ouvrier, pour que les travailleurs croient qu'ils ne sont pas capables par eux-mêmes d'affronter leurs agresseurs.

Les actions fascistes, en deuxième lieu, tentent de favoriser les intérêts de tout un secteur du grand capital qui bénéficiait directement du franquisme et qui, aujourd'hui, craint le moindre changement politique. En troisième lieu, les fascistes sont l'atout en réserve de l'ensemble de la bourgeoisie, qui prépare au cas où cela serait nécessaire, une "solution finale".

C'est au nom de cette analyse qu'il faut nous battre contre ceux qui agitent le fantôme d'un coup d'Etat militaire immédiat et qui l'utilisent comme prétexte à leurs propres capitulations. Il faut d'abord dire qu'un coup d'Etat est hautement improbable et cela pour une raison fondamentale : la combativité et la force des travailleurs. La bourgeoisie sait que pour défaire militairement les travailleurs, il faut d'abord leur infliger une défaite politique, leur faire perdre confiance dans leur propre force, leur faire abandonner la réalisation de leur programme de classe. La bourgeoisie espagnole a des armes pour tenter d'infliger cette défaite politique, les armes de l'Etat fort et de la collaboration de classe. Sans aucun doute, le plus probable est qu'elle va les utiliser à fond et ne pas risquer pour l'instant l'unité de l'armée et son propre pouvoir qu'une aventure golpiste mettrait en cause.

Mais admettons même cette possibilité de coup d'Etat. Comment faut-il affronter un coup d'Etat réactionnaire ?

Est-ce en maintenant les travailleurs enfermés dans les entreprises, en laissant la rue libre, en demandant à quelques généraux qu'ils désarment les autres, en demandant au gouvernement qu'il abandonne sa politique de répression, est-ce ainsi que l'on va éviter un coup d'Etat ? Cette "tactique" a coûté littéralement des centaines de milliers de morts au prolétariat. Elle a toujours eu pour conséquence de causer les

plus grandes défaites de l'histoire du mouvement ouvrier. Il faut faire exactement le contraire : appeler les travailleurs à ce qu'ils s'unissent, qu'ils constituent un front de toute la population, le dirigent politiquement et militairement, qu'ils appellent à les rejoindre leurs camarades sous l'uniforme et qu'ils se disposent à écraser définitivement la barbarie fasciste et avec elle l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Pour combattre la stratégie de la tension, il faut une stratégie de la révolution. Il est nécessaire de se préparer et de préparer la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes, dans ses luttes concrètes. On ne combat pas les fascistes en négociant avec eux ou avec ceux qui les protègent. (...)

Stratégie révolutionnaire

La stratégie révolutionnaire se donne un seul but : arriver à ce que les travailleurs tirent de l'expérience concrète de toutes leurs luttes, la même conclusion. Pour assurer et étendre la liberté, pour garantir les droits des ouvriers et du peuple, pour obtenir la satisfaction de toutes les revendications, il faut détruire le capitalisme.

Cette orientation fondamentale de la stratégie révolutionnaire doit être traduite de façon efficace et dans la pratique pour chaque situation concrète.

La bourgeoisie dispose aujourd'hui dans notre pays d'un projet politique qu'elle considère comme crédible et cohérent : le projet du gouvernement Suarez d'un "Etat fort monarchique".

Face à ce projet, il existe une alternative révolutionnaire cohérente et crédible que nous pouvons résumer en 5 points. Nous lutterons pour que la classe ouvrière les fasse siens, comme les cinq doigts d'un seul poing.

Le premier point, c'est la destruction du franquisme, la lutte pour la plus totale démocratie. Il faut conquérir l'amnistie complète et toutes les libertés démocratiques, en particulier le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités. Il faut exiger la dissolution des corps répressifs, l'épuration de l'armée, de la magistrature et de l'administration, exiger la sanction des responsables des crimes commis contre les travailleurs et le peuple. Exiger aussi la rupture des pactes conclus avec l'impérialisme et de leurs corollaires. Lutter pour des élections libres à une Assemblée constituante qui fasse "table rase" du franquisme et proclame la République.

Le second point, c'est la lutte contre toute forme de pacte social : refuser de nous charger du fardeau de la crise capitaliste, lutter pour de meilleures conditions de vie (logement, santé, enseignement, transports, loisirs...) et de travail, (salaires, durée, cadences, sécurité...)

En troisième lieu : s'organiser. Parce que la force des travailleurs réside dans leur organisation unitaire et démocratique. Il faut lutter de toutes ses forces pour l'unité syndicale, pour un congrès syndical constituant pour lancer le syndicat unique de classe. Lutter pour des formes supérieures de la démocratie ouvrière (organes élus en assemblée de la base et révocables par elle, devant être coordonnés et centralisés), et pour la création d'organismes spécifiques nécessaires, en particulier, aujourd'hui, les comités de vigilance anti-fascistes et d'auto-défense.

Ensuite, le point 4 : "en avant vers la grève générale", parce que c'est une action autonome, unitaire et centrale des masses, la seule voie de combat contre l'exploitation et pour la liberté !

Le 5° point concerne le gouvernement des partis ouvriers. Seule la classe ouvrière est capable de diriger le combat de tout le peuple pour ses revendications économiques, politiques et sociales, parce que seule, elle peut combattre de façon conséquente toutes les formes de résistance de la bourgeoisie. Lorsque, devant la crise du gouvernement Suarez, on voit se dessiner à l'horizon les gouvernements de coalition inter-classistes, instruments de capitulation et de démoralisation des travailleurs, il faut propager dans la classe ouvrière la conviction que c'est en elle-même que réside la réponse aux problèmes de la société, que ce sont les partis dans lesquels elle a confiance qui doivent gouverner, en s'appuyant sur les organisations de travailleurs, en s'engageant devant eux à satisfaire réellement toutes les revendications ouvrières et populaires. (...)

Bureau politique de la Ligue
Communiste révolutionnaire,
le 26 janvier 1977

NOTES

- 1) Voir "Inprecor" N°s 64 et 65
- 2) "Rupture négociée" : formule de l'opposition démocratique pour définir la "voie pacifique" vers la démocratie dans l'Etat espagnol. Théoriquement, cela consistait en un pacte entre l'opposition et les pouvoirs "de fait" (armée, monarchie, église, magistrature...) pour établir un régime démocratique sur la base du "programme maximum" de l'opposition. En pratique, elle consiste en une négociation avec le gouvernement et sur la base du programme de celui-ci.
- 3) "Commission des 9" : Commission composée de 6 représentants des partis et courants politiques (libéraux, démocratie-chrétienne, fédération social-démocrate, socialistes, communistes) et de 3 représentants de secteur de l'opposition représentant des nationalités. Elle est chargée de représenter l'ensemble de l'opposition démocratique" auprès du gouvernement. Récemment, elle est devenue "commission des 10" lorsqu'y est entré un représentant de la Coordination d'organisations syndicales (COS : qui regroupe les Commissions ouvrières, l'UGT et l'USO).